

ENTREPRISES ET EMPLOIS

AU SOMMAIRE

Établissements	53
Création d'activité	55
Emplois	59
Fiches thématiques :	
<i>Le vieillissement des actifs</i>	72
<i>Agriculture</i>	78



Établissements

Qu'est-ce qu'un établissement ?

Une entreprise peut être constituée de plusieurs établissements. L'établissement est le niveau le mieux adapté à une approche géographique de l'économie. L'établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépen-

dante de l'entreprise. Il produit des biens ou des services : il peut s'agir d'une usine, une boulangerie, un magasin de vêtements, un des hôtels d'une chaîne hôtelière, la « boutique » d'un réparateur de matériel informatique... .

Structure des établissements par taille

Le Pays de Redon - Bretagne Sud dénombre 7 525 établissements. Plus de 70% de ces établissements n'emploient aucun salarié. Ce taux est supérieur de 5 points à la moyenne des départements Ille-et-

Vilaine, Loire-Atlantique et Morbihan (66%). Cette surreprésentation s'explique notamment par la présence plus importante des exploitations agricoles sur le Pays qui génèrent peu d'emplois salariés.

Répartition des établissements par taille

	Pays de Redon - Bretagne Sud		3 dépts*
Pas de salarié	5355	71%	66%
1 à 4 salariés	1323	18%	20%
5 à 9 salariés	391	5%	6%
10 à 19 salariés	221	3%	4%
20 à 49 salariés	151	2%	2%
50 salariés et plus	84	1%	2%
Total	7 525	100%	100%

Source : INSEE, CLAP 2012 - Traitements : MEDEFI 2013

* Moyenne des départements Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique et Morbihan

Les établissements de moins de 10 salariés

Les établissements de moins de 10 salariés représentent 93,9% des établissements du Pays de Redon - Bretagne Sud, soit 7 069 établissements. Près de la moitié (47%) de ces établissements appartiennent aux services marchands et 1/4 sont des établissements du secteur agricole.

L'agriculture, les services marchands et la construction sont les secteurs dans lesquels les petites structures sont les plus présentes.

Les établissements de moins de 10 salariés emploient 5 091 salariés, soit 21% de l'emploi salarié total du Pays de Redon - Bretagne Sud. Plus de la moitié de ces salariés exerce une activité au sein des services marchands (53%).

Part des établissements de moins de 10 salariés par secteur d'activité

	%
Agriculture	100%
Artisanat de production	84%
Construction	92%
Services marchands	95%
Services non marchands	82%
Ensemble des activités	94%

Source : INSEE, CLAP 2012 - Traitements : MEDEFI 2013

Les services marchands regroupent les activités de commerce, transports et services divers.

Les services non marchands regroupent les activités de l'administration publique, enseignement, santé et action sociale.

Les établissements de 10 à 49 salariés

Les établissements de 10 à 49 salariés représentent 4,9% des établissements du Pays de Redon - Bretagne Sud, soit 372 établissements. Sur la moyenne des 3 départements (Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique et Morbihan), 3,6% des établissements ont un effectif de 10 à 49 salariés. Le Pays de Redon bénéficie donc d'une part légèrement plus importante de ce type d'établissement.

70% de ces établissements appartiennent au secteur des services (37% services marchands et 33% services non marchands). La proportion d'établissements des services marchands est plus marquée sur la moyenne des 3 départements que sur le Pays de Redon - Bretagne Sud.

Les établissements de 10 à 49 salariés emploient 7 662 salariés, soit 31% de l'emploi salarié total du Pays de Redon - Bretagne Sud.

Répartition des établissements de 10 à 49 salariés par secteur

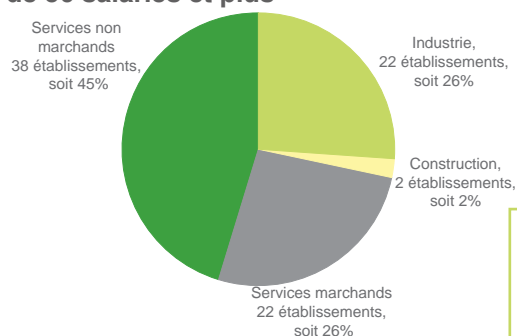
	Pays de Redon - Bretagne Sud		3 dépts*
Agriculture	4	1%	1%
Industrie	52	14%	12%
Construction	57	15%	11%
Services marchands	136	37%	50%
Services non marchands	123	33%	26%
Total	372	100%	100%

Source : INSEE, CLAP 2012 - Traitements : MEDEFI 2013

* Moyenne des départements Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique et Morbihan

Les établissements de 50 salariés et plus

Répartition sectorielle des établissements de 50 salariés et plus

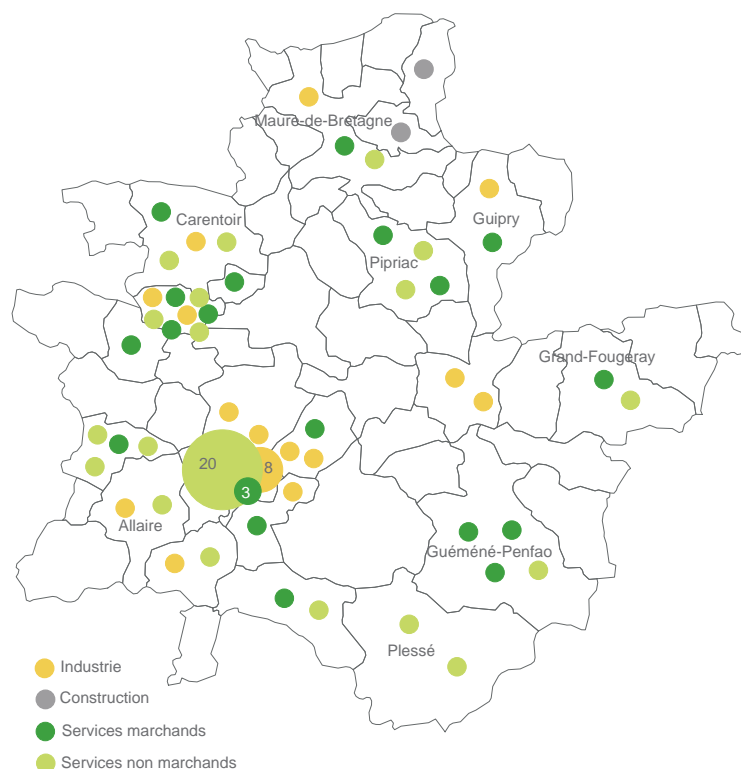


Source : INSEE, CLAP 2012 - Traitements : MEDEFI 2013

Le Pays de Redon - Bretagne Sud compte 84 établissements de 50 salariés et plus, dont 34 établissements de plus de 100 salariés.

Le secteur marchand regroupe 46 établissements, soit 54% des établissements de 50 salariés et plus (22 établissements industriels, 22 établissements du secteur des services marchands et 2 établissements du secteur de la construction).

Répartition communale des établissements de 50 salariés et plus



1 cercle représente 1 établissement de 50 salariés et plus.

Pour la commune de Redon, le nombre d'établissements de 50 salariés et plus étant important, le cercle indique le nombre d'établissements.

Source : INSEE, CLAP 2012 - Traitements : MEDEFI 2013

Sur un an, le nombre d'établissements de 50 salariés et plus est resté stable mais la distribution par secteur a évolué : perte de 3 établissements industriels, d'1 établissement des services marchands et d'1 établissement de la construction. En parallèle, le nombre d'établissements du secteur non marchand (hôpitaux, établissements scolaires,...) a progressé de 5 unités.

L'implantation géographique des établissements de plus de 50 salariés sur le Pays de Redon - Bretagne Sud fait apparaître les bassins industriels historiques du Pays autour de Redon et de La Gacilly. Le cœur du Pays est traversé par une « diagonale du vide », puis au nord et à l'ouest, les localisations d'établissements de plus de 50 salariés se font plus denses. Ces territoires bénéficient de la proximité de la deux fois deux voies Rennes - Nantes et de la proximité de ces deux agglomérations.

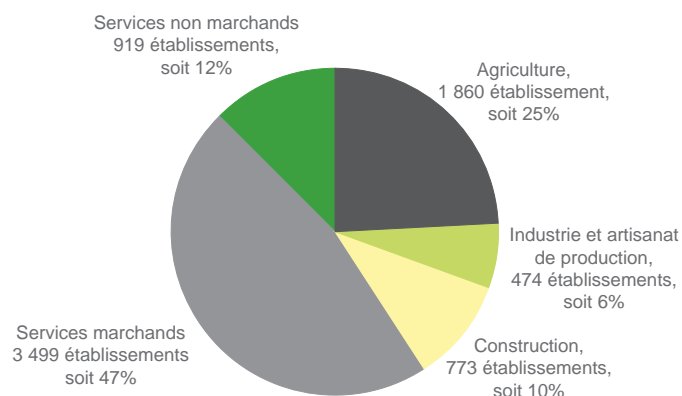
Structure des établissements par secteur d'activité

La répartition des établissements par secteur d'activité montre la sur-représentation des exploitations agricoles sur le territoire (13 points d'écart avec la moyenne des trois départements). *A contrario*, les secteurs du commerce, du transport et des services divers (services marchands) accusent un retard de 11 points par rapport à notre territoire de comparaison.

Les services marchands regroupent les activités de commerce, transports et services divers.

Les services non marchands regroupent les activités de l'administration publique, enseignement, santé et action sociale.

Répartition sectorielle des établissements de Pays de Redon - Bretagne Sud



Source : INSEE, CLAP 2012 - Traitements : MEDEFI 2013

Répartition des établissements par secteur d'activité

	Pays de Redon - Bretagne Sud		3 dépts*
Agriculture	1860	25%	12%
Industrie et artisanat de production	474	6%	6%
Construction	773	10%	9%
Services marchands	3499	47%	58%
Services non marchands	919	12%	15%
	7 525	100%	100%

Source : INSEE, CLAP 2012 - Traitements : MEDEFI 2013

* Moyenne des départements Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique et Morbihan

Création d'activité

Méthodologie et définitions

Les données présentées ici sont issues du Répertoire des Entreprises et des Établissements (REE/SIRENE). Elles décrivent la création d'établissements dans le secteur marchand non agricole sur le Pays de Redon - Bretagne Sud pour l'année 2011.

La définition de la **création d'établissement** correspond à la mise en oeuvre de nouveaux moyens de production (concept harmonisé au niveau européen).

Par rapport aux immatriculations dans SIRENE, on retient comme création :

- 1) les créations correspondant à la création de nouveaux moyens de production (il y a nouvelle immatriculation dans SIRENE) ;
- 2) les cas où l'entrepreneur (il s'agit en général d'un entrepreneur individuel) reprend une activité après une interruption de plus d'un an ;
- 3) les reprises par une entreprise nouvelle de tout ou partie des activités et moyens de production d'une autre entreprise lorsqu'il n'y a pas continuité de l'entreprise reprise.

Ces données incluent les demandes d'immatriculation avec le régime auto-entrepreneur.

Les créations issues de transferts d'établissements, quant à elles, ne sont pas intégrées dans cet observatoire.

Le taux de création représente le nombre de créations d'établissements pour cent déjà présents localement (stock au 1er janvier de l'année 2011). Ce ratio donne une indication sur le renouvellement du tissu d'entreprises locales.

Le **régime auto-entrepreneur** a été mis en place en janvier 2009. Il s'applique aux personnes physiques qui créent ou possèdent déjà une entreprise :

- artisanale ;
- commerciale ;
- ou libérale relevant de la CIPAV (Caisse Interprofessionnelle de Prévoyance et d'Assurance Vieillesse).

Elle doit être soumise au régime fiscal micro-entreprise avec un certain seuil de chiffre d'affaires (en 2012 inférieur à 81 500 euros (HT) pour une activité d'achat / revente et à 32 600 euros (HT) pour une activité de prestations de services).

Les données de la commune de Théhillac ont été ajoutées à celles du canton d'Allaire.

Caractéristiques de la création

510 établissements créés en 2012

Après un net ralentissement de la création d'activité en 2011, celle-ci semble se stabiliser en 2012. Ainsi, le nombre de créations d'établissements diminue de 4% sur le territoire (moins 1% en Bretagne). Cela correspond à la tendance nationale. Cette stabilisation se confirme par des taux de création identiques entre 2011 et 2012 (13% pour le Pays de Redon - Bretagne Sud, 14% pour la Bretagne).

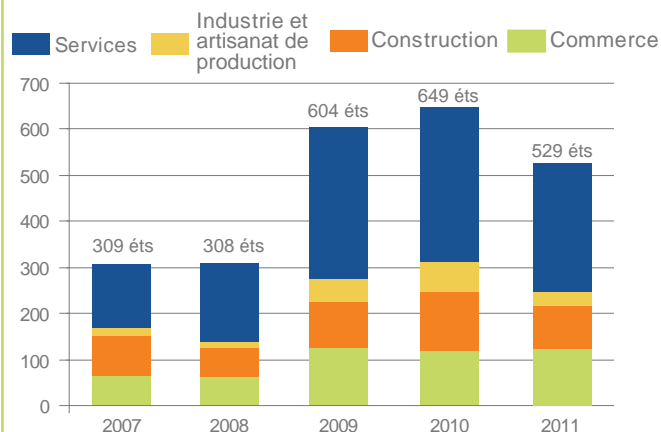
Alors qu'en Bretagne, la création d'activité est stable quel que soit le secteur d'activité (le nombre de créations varie de -1% à +3%), en Pays de Redon - Bretagne Sud en revanche, les évolutions sont plus contrastées. Ainsi le secteur de l'industrie et de l'artisanat de production a vu le nombre de créations augmenter en 2012 de +21%, sans pour autant atteindre le niveau de créations de 2010, qui avait été une année particulièrement faste pour ce secteur. Le secteur de la construction et celui des services reflètent la même tendance sur le territoire qu'en Bretagne : ni mieux, ni moins bien. Enfin, le secteur du commerce accuse une diminution de 16% du nombre de créations d'établissements.

Lors de sa mise en place en 2009, le régime auto-entrepreneur a modifié les caractéristiques de la création, tant au niveau national, régional que local, entraînant une hausse importante de la création (+96% sur notre territoire entre 2008 et 2009). En 2012, 61% des créateurs du Pays de Redon - Bretagne Sud choisissent ce régime (5 points de plus qu'en Bretagne). Les impacts de la mise en place de ce régime sont variables selon les secteurs d'activité. En 2012, dans le secteur de l'industrie et de l'artisanat de production, par exemple, 70% des créations du territoire sont réalisées sous le régime des auto-entreprises (66% pour la Bretagne). Au niveau local comme au niveau régional, c'est le seul secteur où l'utilisation de ce régime a pris de l'ampleur en 3 années d'existence.

Depuis plusieurs années, la part des créateurs de plus de 50 ans a augmenté : en 2012, ils représentent 19% des créateurs, contre 13% en 2007. Par ailleurs, la part des femmes fluctue d'une année sur l'autre (de 28% à 39%). En 2012, elles représentent 35% des créateurs, soit 5 points de moins que pour la Région Bretagne.

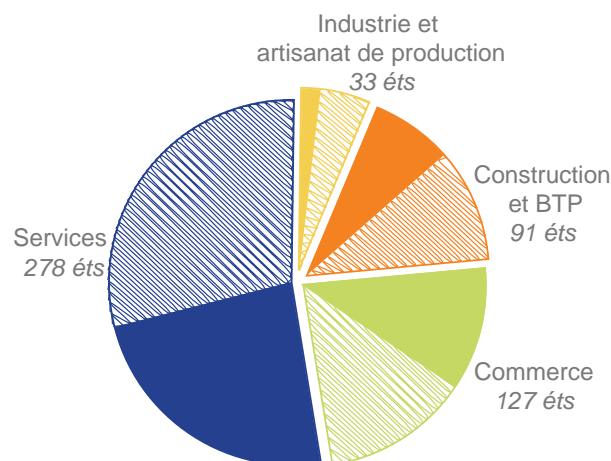
* le taux de création représente le nombre de créations d'établissements pour 100 déjà existants.

Évolution du nombre de créations



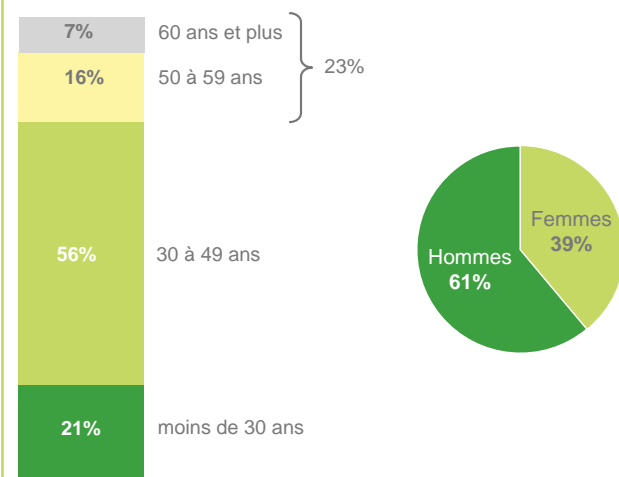
Source : INSEE REE/SIRENE 2012 - Traitement : MEDEFI 2013

Répartition par secteur d'activité des créations



Source : INSEE REE/SIRENE 2012 - Traitement : MEDEFI 2013

Répartition des entrepreneurs selon l'âge et le sexe



Source : INSEE REE/SIRENE 2012- Traitement : MEDEFI 2013

La création par canton

L'évolution entre 2011 et 2012 du volume de créations de chacun des cantons qui composent le territoire est très variable. Certains ont vu le nombre de créations augmenter de façon importante : c'est le cas des cantons de Grand-Fougeray (+24%) et de Guémené-Penfao (+26%). D'autres, comme le canton d'Allaire ou de Pipriac, ont eu une création d'activité moins dynamique, avec respectivement une diminution du volume de création de -17% et -24% entre 2011 et 2012. C'est également sur ces deux cantons que le recours au régime auto-entrepreneur a été le plus marqué en 2012 : ce régime a été utilisé dans 72% des créations.

En 2012, et comme chaque année, le canton de Redon enregistre le volume de créations le plus important du territoire. Néanmoins, avec un taux de création* de 11%, ce canton présente le renouvellement des établissements le plus faible du Pays de Redon - Bretagne Sud.

Le canton de Guémené-Penfao présente le meilleur taux de création du territoire en 2012 (19%). C'est presque le taux atteint en 2009 (20%) lors de la mise en place du régime auto-entrepreneur. La répartition des créations par secteur d'activité est très proche de celle observée en moyenne sur le Pays de Redon - Bretagne Sud.

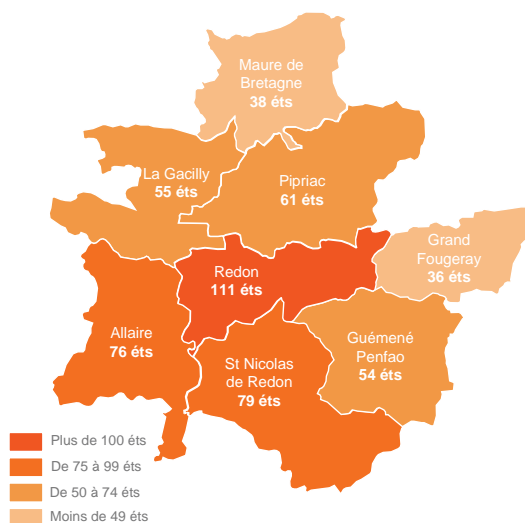
Sur les cantons de Maure-de-Bretagne et de Pipriac, la création d'activité est très marquée par le secteur des services : il représente deux créations sur trois. Quant au canton de Saint-Nicolas-de-Redon, comme pour les trois années précédentes, le secteur de la construction représente plus d'une création sur quatre.

Le canton de La Gacilly, pour sa part, a une création d'activité relativement stable entre 2011 et 2012. En 2012, la création est très marquée par le secteur de l'industrie. On y retrouve 37% des activités relevant de ce secteur créées en 2012 sur le Pays de Redon - Bretagne Sud.

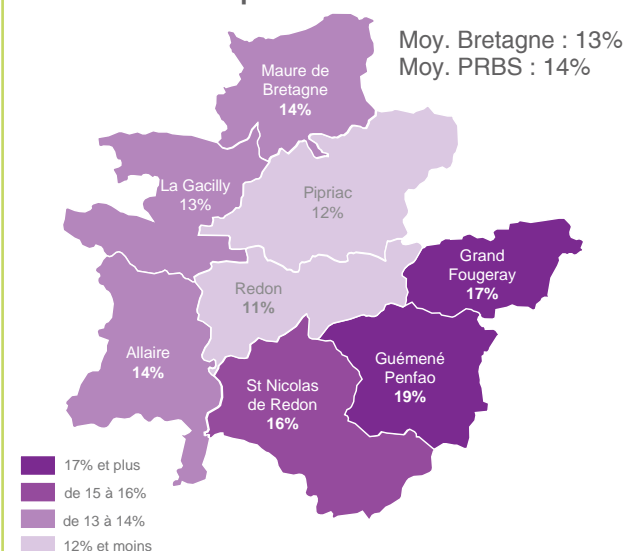
* le taux de création représente le nombre de créations d'établissements pour 100 déjà existants.

PRBS : Pays de Redon - Bretagne Sud

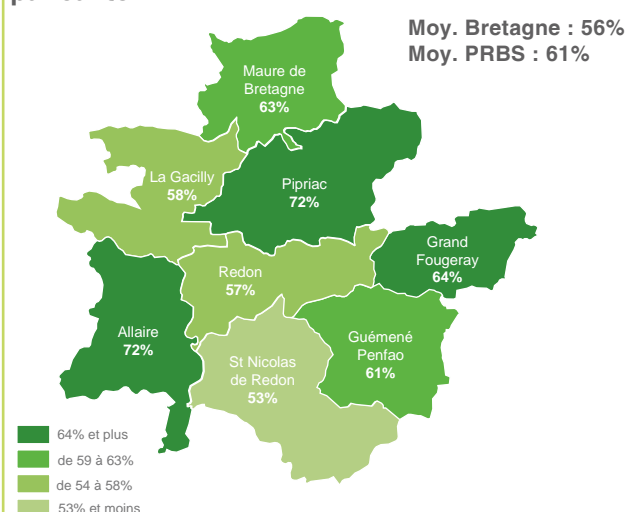
Volume de créations par canton



Taux de création* par canton



Part des auto-entrepreneurs dans la création par canton





Emplois

Définitions et méthode

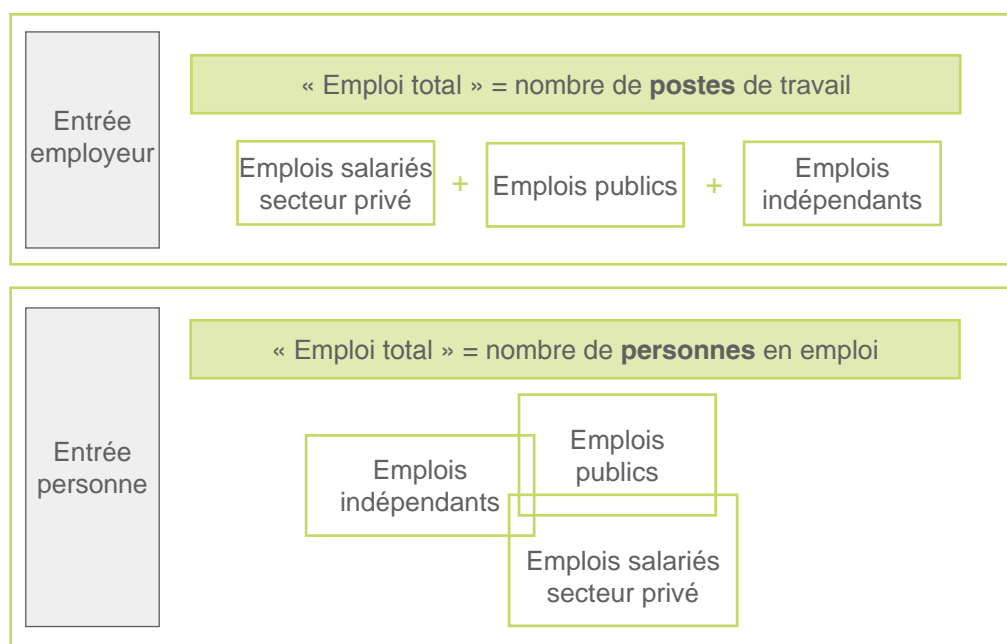
L'emploi est un champ d'analyse et d'action complexe. Cette notion est pourtant au coeur de l'ensemble des préoccupations et il nous appartient d'apporter les éléments d'observation les plus précis pour agir en faveur de l'accès, du maintien et du développement

de l'emploi.

La notion d'emploi est une donnée sensible qui croise des approches et des réalités différentes, complémentaires, superposables,

Les différentes approches de l'emploi

1 boulangerie, 1 médecin libéral et 1 particulier emploient la même personne 5 heures par semaine pour réaliser des travaux de ménage. Ces activités engendrent 3 postes de travail mais 1 personne en emploi.



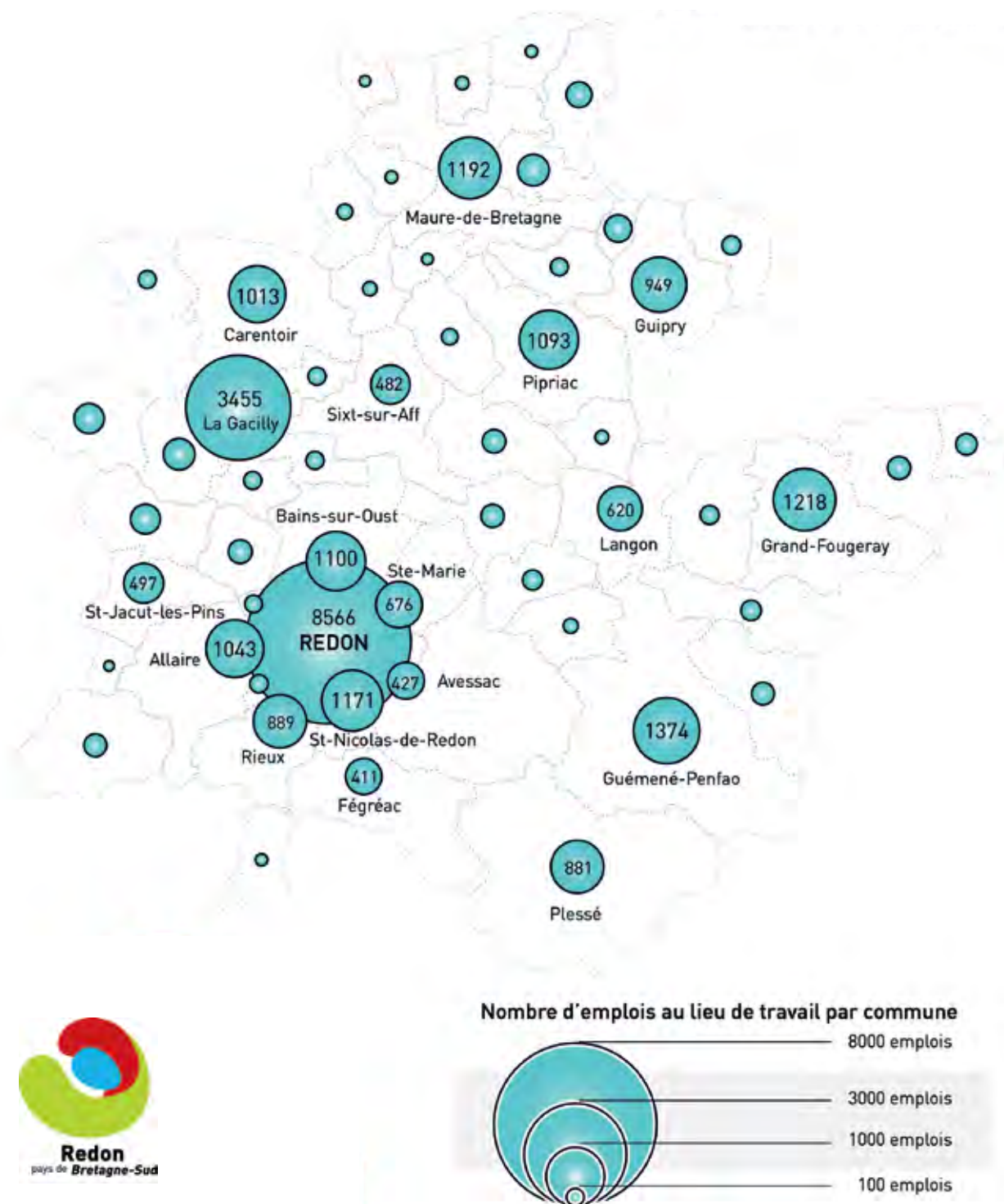
Afin de cerner au mieux les différentes dimensions de la notion d'emploi sur le territoire, et parce que chacune des sources statistiques a ses atouts et ses inconvénients, l'analyse de l'emploi sera réalisée à partir de plusieurs sources complémentaires mais non compa-

rables entre elles (en raison de la variété des modes de collectes et des nomenclatures utilisées). Le tableau ci-après présente les différentes sources utilisées et leurs limites d'utilisation.

Les sources statistiques utilisées pour la partie emploi dans ce diagnostic territorial

Source	Millésime	Atouts	Limites d'utilisation
Recensement de la Population (RP) de l'INSEE	2010	- Analyse exhaustive de l'emploi (nombre de personnes en emploi)	- Données déclaratives - Données disponibles en grands secteurs d'activité seulement
La source CLAP de l'INSEE	2012	- Fichier construit à partir de plusieurs sources non déclaratives - Recense l'ensemble des postes salariés (privés et publics).	- Ne comptabilise pas les indépendants - Pas d'historique disponible pour le calcul d'évolution
La base de données Unistatis de Pôle Emploi	2010	- Fiabilité - Données disponibles à des niveaux très fins (commune, NAF 732) - Calcul d'évolution sur une série longue (1993 à 2010)	- Recense uniquement les salariés du secteur privé, hors agriculture - Pas d'actualisation de cette source pour 2011
Acoss /Urssaf	2012	- Fiabilité - Données disponibles à des niveaux très fins (commune, NAF 732) - Séries disponibles de 2009 à 2012	- Recense uniquement les salariés du secteur privé, hors agriculture - Pas d'historique disponible au delà de 2009

Emplois au lieu de travail par commune du Pays de Redon - Bretagne Sud



32 236 personnes ont un emploi sur le Pays de Redon - Bretagne Sud (salariés des secteurs privés ou publics, indépendants)

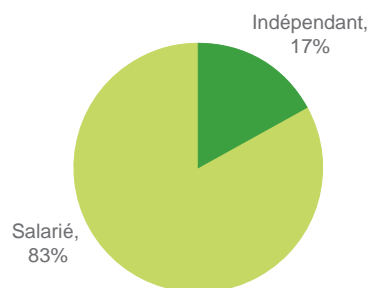
Sur le Pays de Redon - Bretagne Sud, 83% des habitants en emploi sont salariés. La part de cette forme d'emploi est moins présente sur le Pays que sur la moyenne des départements Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique et Morbihan (88%). A l'inverse, la proportion d'indépendants est plus importante. En effet, notre territoire est encore fortement tourné vers une activité agricole structurée autour de nombreuses exploitations regroupant plusieurs chefs d'exploitation. Ces personnes ont un statut d'indépendant¹.

La répartition par Profession et Catégorie Socio-professionnelle (PCS) des habitants en emploi sur le Pays² fait apparaître les spécificités du Pays de Redon - Bretagne Sud par rapport à la moyenne des départements Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique et Morbihan :

- la sur-représentation des emplois d'agriculteurs exploitants et d'ouvriers ;
- la sous-représentation des emplois de cadres et, dans une moindre mesure, des professions intermédiaires et des employés.

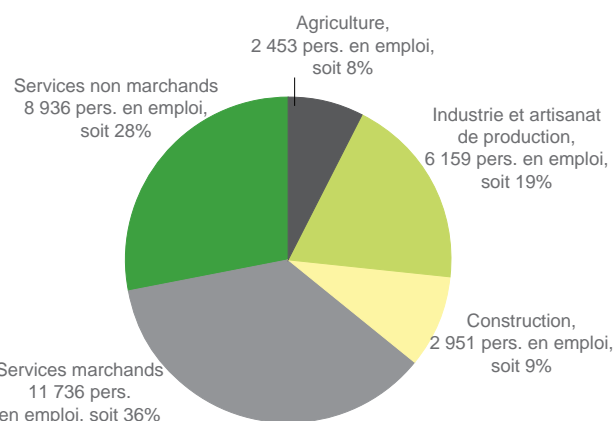
Les emplois sur le Pays sont en moyenne moins qualifiés que sur notre territoire de comparaison. Cette spécificité s'explique notamment par la présence d'activités industrielles principalement tournées vers la sous-traitance, la production ou la logistique, et dont les centres de décision sont implantés en dehors du territoire. Les postes qualifiés (en interne ou en externe) ne sont donc pas localisés sur les sites du Pays.

Statut des personnes en emploi sur le Pays de Redon - Bretagne Sud



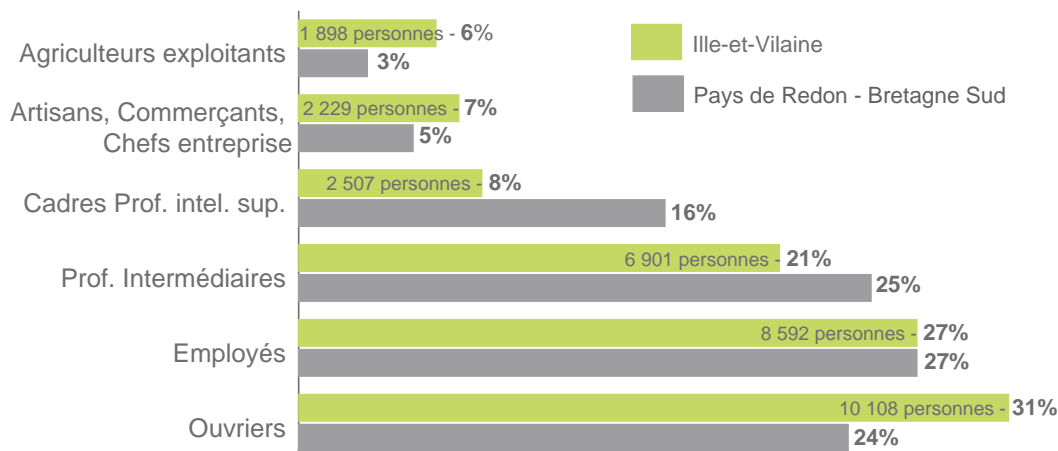
Source : INSEE, RP 2010 - Traitements : MEDEFI 2013

Répartition sectorielle des personnes employées sur le Pays de Redon - Bretagne Sud



Source : INSEE, RP 2010 - Traitements : MEDEFI 2013

Profession et catégorie socio-professionnelle (PCS) des personnes en emploi sur le Pays de Redon - Bretagne Sud (Statistiques au lieu de travail)



Source : INSEE, RP 2010 - Traitements : MEDEFI 2013

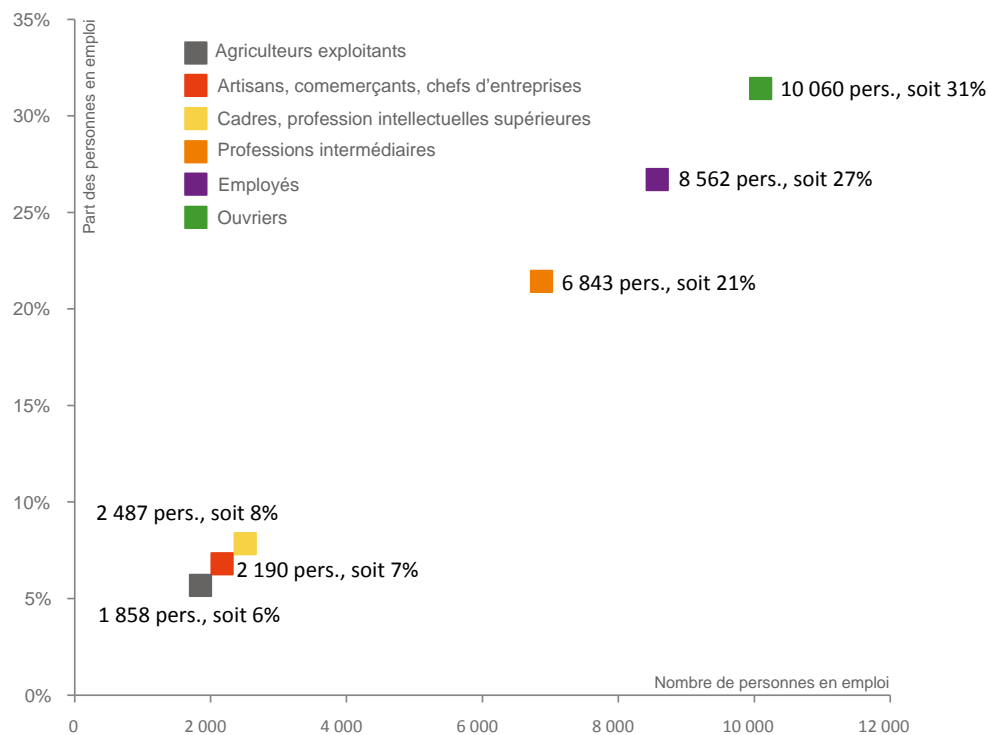
¹ les exploitants agricoles ont un statut d'indépendant

² la partie «Population» du diagnostic présente ce même indicateur pour les habitants du territoire

Le graphique ci-dessous précise le poids et la part de chacune des professions occupées par les personnes en emploi¹ sur le Pays de Redon - Bretagne Sud. Les tableaux apportent des détails métiers pour chacun des groupes de professions (une couleur par PCS). Les données statistiques présentées ici mettent en

relief le poids des catégories des ouvriers sur le Pays (31% des personnes en emploi). Au sein de ce groupe, plus de la moitié des personnes (57%) sont des ouvriers qualifiés (soit 16% des personnes en emploi ; ils sont 13% en Ille-et-Vilaine).

Répartition des personnes en emploi sur le Pays de Redon - Bretagne Sud par catégorie



Source : INSEE, RP 2010 - Traitements : MEDEFI 2013

Caractéristiques de la PCS «Agriculteurs exploitants»

	Pays de Redon		Ille-et-Vilaine
Agriculteurs exploitants	1 858	6%	4%
Ensemble de la catégorie	1 858	6%	4%

Source : INSEE, RP 2010 - Traitements : MEDEFI 2013



Sur le Pays de Redon - Bretagne Sud, 1 858 personnes sont agriculteurs exploitants, soit 6% des personnes en emploi du Pays. En Ille-et-Vilaine, 4% des personnes en emploi sont agriculteurs exploitants.

Caractéristiques de la PCS «Artisans, commerçants, chefs d'entreprise»

	Pays de Redon		Ille-et-Vilaine
Artisans	1 175	4%	3%
Commerçants et assimilés	724	2%	2%
Chefs d'entreprise 10 salariés ou plus	291	1%	1%
Ensemble de la catégorie	2 190	7%	5%

Source : INSEE, RP 2010 - Traitements : MEDEFI 2013

¹ Traitements réalisés sur les personnes en emploi de 15 à 64 ans, soit 32 000 personnes sur le Pays de Redon - Bretagne Sud

Caractéristiques de la PCS «Cadres et professions intellectuelles supérieures»

	Pays de Redon		Ille-et-Vilaine
Professions libérales	409	1%	2%
Cadres de la fonction publique	203	1%	2%
Professeurs, professions scientifiques	587	2%	3%
Professions de l'information, des arts	200	1%	1%
Cadres admin. et commerciaux d'entreprise	480	2%	4%
Cadres techniques d'entreprise	609	2%	4%
Ensemble de la catégorie	2 487	8%	16%

Source : INSEE, RP 2010 - Traitements : MEDEFI 2013

Caractéristiques de la PCS «Professions intermédiaires»

	Pays de Redon		Ille-et-Vilaine
Professeurs des écoles, instituteurs	1 174	4%	4%
Professions intermédiaires santé social	1 333	4%	5%
Clergé, religieux	16	0%	0%
Professions interméd. de la fonction publique	297	1%	2%
Prof. intermédiaires admin. d'entreprises	2 118	6%	8%
Techniciens	1 291	4%	4%
Contremaîtres, agents de maîtrise	615	2%	2%
Ensemble de la catégorie	6 843	21%	25%

Source : INSEE, RP 2010 - Traitements : MEDEFI 2013

Caractéristiques de la PCS «Employés»

	Pays de Redon		Ille-et-Vilaine
Agents de service fonction publique	2 820	9%	9%
Policiers et militaires	16	0%	2%
Employés administratifs d'entreprise	1 810	6%	6%
Employés de commerce	1 391	4%	4%
Personnels services aux particuliers	2 303	7%	6%
Ensemble de la catégorie	8 562	27%	27%

Source : INSEE, RP 2010 - Traitements : MEDEFI 2013

Caractéristiques de la PCS «Ouvriers»

	Pays de Redon		Ille-et-Vilaine
Ouvriers qualifiés de type industriel	1 991	6%	4%
Ouvriers qualifiés de type artisanal	2 029	6%	5%
Chauffeurs	846	3%	3%
Manutention, magasinage et transport	880	3%	2%
Ouvriers non qualifiés type industriel	2 639	8%	5%
Ouvriers non qualifiés de type artisanal	1 314	4%	3%
Ouvriers agricoles	360	1%	1%
Ensemble de la catégorie	10 060	31%	24%

Source : INSEE, RP 2010 - Traitements : MEDEFI 2013

Les postes salariés sur le Pays de Redon - Bretagne Sud

La source CLAP de l'INSEE recense l'ensemble des salariés (privés et publics) mais ne comptabilise pas les indépendants.

24 523 postes salariés sont comptabilisés sur le Pays de Redon - Bretagne Sud.

Répartition des postes salariés selon la taille de l'établissement employeur

Environ la moitié (52%) des postes salariés sont présents dans des établissements de moins de 50 salariés, dont 21% dans les établissements de moins de 10 salariés. La proportion des salariés présents dans de petites structures est donc importante. La diffusion d'information pour les salariés telles que celles transmises par la Maison de la Formation Professionnelle est donc complexe de par la multiplicité du nombre d'employeurs (dans les établissements de moins de 10 salariés, 5 091 postes salariés sont employés dans 1 714 établissements sur le

Pays de Redon - Bretagne Sud).

A l'opposé, 21% des postes salariés sont présents dans des établissements de 200 salariés et plus.

Ainsi, l'architecture de l'emploi sur le territoire s'articule sur trois groupes :

- environ 20% des postes salariés dans des établissements de petite taille (moins de 10 salariés) ;
- près de 60% des postes salariés dans des établissements de taille moyenne (10 à 199 salariés) ;
- environ 20% des postes salariés dans des établissements comptant plus de 200 salariés.

Répartition des postes salariés selon la taille de l'établissement employeur

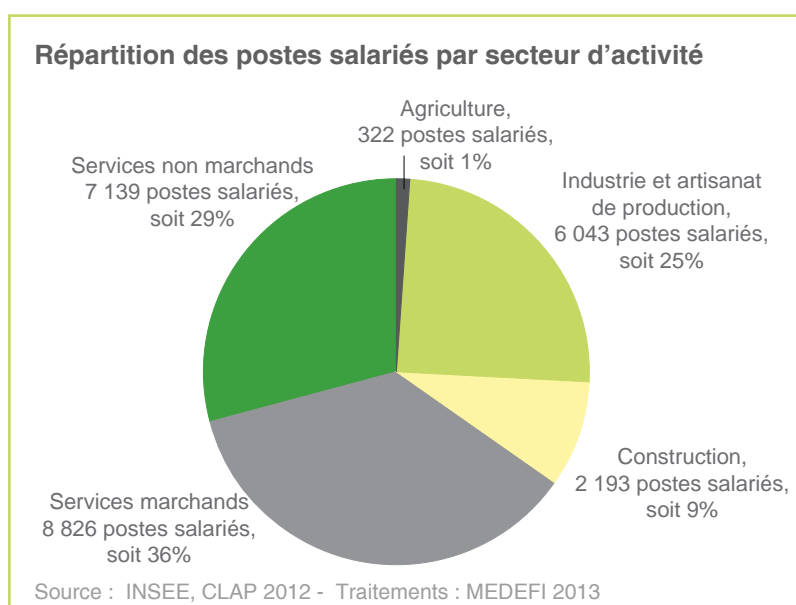
	Pays de Redon - Bretagne Sud		3 dépts*
Établissement de moins de 10 salariés	5 091 postes salariés	20,8%	18,8%
Établissement de 10 à 49 salariés	7 662	31,2%	28,3%
Établissement de 50 à 199 salariés	6 525	26,6%	26,4%
Établissement de 200 salariés et plus	5 245	21,4%	26,5%
Total	24 523	100%	100%

Les établissements de 10 à 49 salariés emploient 7 662 postes salariés, soit 31% des postes salariés du Pays

Source : INSEE, CLAP 2012 - Traitements : MEDEFI 2013

* Moyenne des départements Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique et Morbihan

Répartition des emplois selon le secteur d'activité de l'établissement employeur



Les emplois dans les services marchands (commerce, transports et services divers), même s'ils représentent 36% des salariés, sont largement sous-représentés sur notre territoire. En effet, l'écart entre le Pays et les trois départements sur le poids de ce secteur est de 9 points. Les activités de services aux entreprises sont faiblement présentes sur le territoire, offrant proportionnellement moins d'emplois sur le Pays de Redon - Bretagne Sud. La présence d'unités de production appartenant à des groupes nationaux ou internationaux, dont les centres de décisions sont extérieurs au territoire, ne facilite pas l'implantation d'une offre de services aux entreprises *in situ*.

Une part importante des emplois du Pays de Redon

– Bretagne Sud est concentrée dans le secteur industriel. Les activités industrielles du territoire sont principalement tournées vers la sous-traitance (Faurecia, Siebret, Asteel Flash) et la production (BIC, Yves Rocher). Toutefois, les difficultés du secteur automobile, donneur d'ordres important des entreprises du Pays de Redon, fragilisent l'architecture globale de l'emploi.

L'industrie agroalimentaire est par ailleurs un secteur sous-représenté sur le territoire. Malgré la présence d'une activité agricole importante, le territoire ne se positionne pas sur la transformation de ses productions, ne générant qu'une faible valorisation des productions locales.

Répartition des postes salariés par secteur d'activité

	Pays de Redon - Bretagne Sud		3 dépts*
Agriculture, sylviculture, pêche	322	1%	1%
Industrie et artisanat de production	6 043	25%	16%
Construction	2 193	9%	7%
Commerce, transports et services divers	8 826	36%	45%
Administration publique, enseignement, santé et action sociale	7 139	29%	31%
	24 523	100%	100%

Source : INSEE, CLAP 2012 - Traitements : MEDEFI 2013

* Moyenne des départements Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique et Morbihan

Répartition sectorielle des postes salariés sur le Pays de Redon - Bretagne Sud

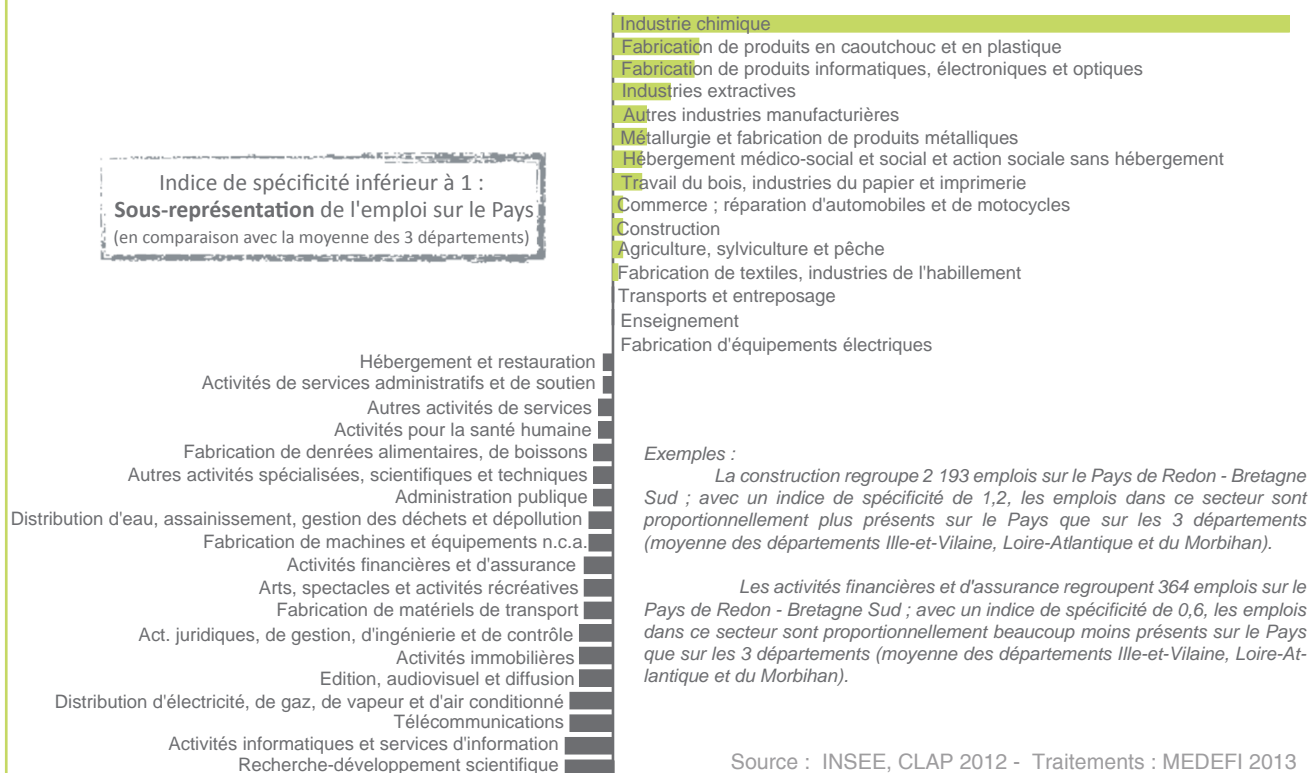
Industrie et artisanat de production, 6 043 emplois salariés	1 849 emplois - Industrie chimique 993 emplois - Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique 690 emplois - Fabrication de denrées alimentaires et de boissons 624 emplois - Autres indus. manufact. 570 emplois - Métallurgie et fabrication de produits métalliques 371 emplois - Travail du bois, industries du papier et imprimerie 338 emplois - Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques 175 emplois - Fabrication de matériels de transport 119 emplois - Fabrication de machines et équipements n.c.a. 97 emplois - Distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution 94 emplois - Fabrication de textiles, industries de l'habillement 61 emplois - Industries extractives 40 emplois - Fabrication d'équipements électriques 22 emplois - Distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné
Construction 2 193 emplois salariés	1 808 emplois - Travaux de construction spécialisés 333 emplois - Construction de bâtiments 52 emplois - Génie civil
Commerce, transports et services divers (services marchands) 8 826 emplois salariés	4 209 emplois - Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles 1 559 emplois - Transports et entreposage 916 emplois - Activités de services administratifs et de soutien 688 emplois - Hébergement et restauration 422 emplois - Autres activités de services 364 emplois - Activités financières et d'assurance 328 emplois - Act. juridiques, de gestion, d'ingénierie, de contrôle 107 emplois - Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques 86 emplois - Arts, spectacles et activités récréatives 59 emplois - Activités immobilières 36 emplois - Edition, audiovisuel et diffusion 25 emplois - Activités informatiques et services d'information 25 emplois - Télécommunications 2 emplois - Recherche-développement scientifique
Administration publique, enseignement, santé et action sociale (services non marchands) 7 139 emplois salariés	2 657 emplois - Hébergement médico-social et social, action sociale 2 080 emplois - Enseignement 1 293 emplois - Administration publique 1 109 emplois - Activités pour la santé humaine
Agriculture 322 emplois salariés	291 emplois - Culture et production animale, chasse et services annexes 31 emplois - Sylviculture et exploitation forestière

Source : INSEE, CLAP 2012 - Traitements : MEDEFI 2013

L'indice de spécificité des emplois du Pays est le rapport entre la part des effectifs du secteur dans l'emploi du Pays et cette même part pour l'ensemble des 3 départements (Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique et Morbihan).

Indice de spécificité supérieur à 1 :
Sur-représentation de l'emploi sur le Pays
(en comparaison avec la moyenne des 3 départements)

Indice de spécificité inférieur à 1 :
Sous-représentation de l'emploi sur le Pays
(en comparaison avec la moyenne des 3 départements)



Source : INSEE, CLAP 2012 - Traitements : MEDEFI 2013

L'indice de spécificité des emplois du Pays de Redon - Bretagne Sud met en exergue la spécialisation industrielle du territoire. Ainsi, les emplois les plus fortement sur-représentés se retrouvent dans les secteurs de l'industrie chimique, de la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique, et de la fabrication de produits électroniques. Les entreprises de ces secteurs, telles Yves Rocher (fabrication de parfums et de produits pour la toilette), Asteel Flash (fabrication de cartes électroniques), Faurecia

(fabrication de pièces techniques à base de matières plastiques) et Franciافlex (Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction) concentrent un nombre d'emplois conséquent. Il faut également souligner que les services à la population représentent une part de l'emploi plus importante que sur la moyenne des 3 départements ; la particularité de ce secteur, par rapport aux emplois industriels cités précédemment, est la forte dispersion des postes et un nombre de postes à temps partiel beaucoup plus important.

Les salaires moyens des salariés du territoire

Salaires nets horaires moyens par Communauté de communes (périmètre 2013)

	Salaire net horaire moyen (€)		
	Ensemble des catégories	Cadre	Ouvriers qualifiés
Pipriac Communauté*	10,5	18,2	10,2
Maure-de-Bretagne Communauté*	10,8	19,8	10,6
CC. du Pays de Grand-Fougeray	10,4	18,9	10
CC. du Pays de Redon*	11,2	20,4	10,4
CC. du Pays de La Gacilly	10,6	20,3	10,2
Bretagne	12,0	21,2	10,3

* Limite territoriale 2013 de la Communauté de communes

Source : INSEE, DADS 2010 - Traitements : MEDEFI 2013

Les données statistiques des revenus fiscaux médians sont, au moment de l'écriture de ce document, uniquement accessibles selon les découpages territoriaux 2013.

Les salaires versés aux salariés du Pays sont, en moyenne, inférieurs à ceux constatés sur la moyenne bretonne. Ceci est notamment vrai sur le salaire net horaire moyen des cadres.

A l'échelle du Pays de Redon, les disparités territoriales sont sensibles : un cadre perçoit en moyenne horaire 18,2€ à Pipriac Communauté contre 20,3€ sur la Communauté de communes du Pays de La Gacilly.

Tout comme au niveau national ou régional, des écarts de salaires importants sont à déplorer entre les hommes et les femmes ; sur les emplois cadres les différences sont les plus notables.

Salaires nets horaires moyens des salariés à temps complet

	Hommes	Femmes
Pipriac Communauté*	10,7	9,6
Maure-de-Bretagne Communauté*	11,1	9,7
CC. du Pays de Grand-Fougeray	10,7	9,4
CC. du Pays de Redon*	11,5	10,2
CC. du Pays de La Gacilly	10,8	9,8
Bretagne	12,3	10,8

Salaires nets horaires moyens des cadres à temps complet

	Hommes	Femmes
Pipriac Communauté*	19,4	16,2
Maure-de-Bretagne Communauté*	21,4	17,1
CC. du Pays de Grand-Fougeray	19,4	16,4
CC. du Pays de Redon*	21,7	17,5
CC. du Pays de La Gacilly	21,4	18,3
Bretagne	22,9	18,5

Source : INSEE, DADS 2010 - Traitements : MEDEFI 2013

*Périmètre 2013

Évolution du nombre de salariés du secteur privé, hors agriculture

Sources utilisées

L'analyse de l'évolution territoriale de l'emploi est complexe du fait du manque de sources permettant des traitements sectoriels sur des séries longues.

Dans le cadre du Diagnostic territorial partagé, la source utilisée les années précédentes était construite par Pôle Emploi (source Unistatis).

Dans son rapport annuel, l'Autorité de la Statistique Publique a constaté que les données de l'emploi salarié, centralisées par les Urssaf, était annoncées par trois organismes différents : l'Acoss, l'Insee et Pôle Emploi. Elle a émis une recommandation pour que la publication des données emploi soit effectuée par un seul acteur, en l'occurrence l'Acoss.

Suite à cette recommandation, pour éviter tout risque de confusion, Pôle emploi a cessé de publier ses propres estimations.

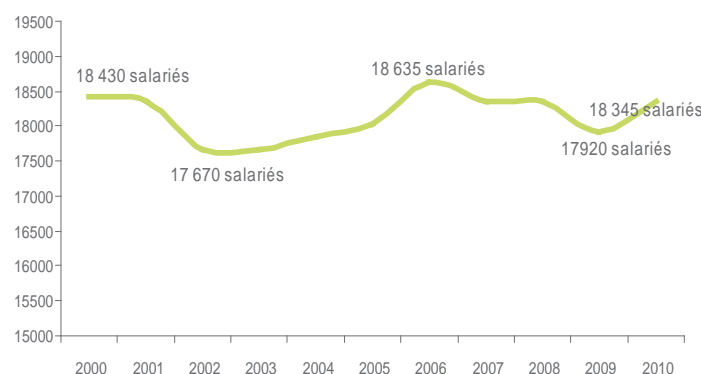
En raison de ce changement de source, les données relatives à la situation de l'emploi salarié ne sont donc pas comparables avec celles des années précédentes. Pour la réalisation de cette édition, le choix a été fait d'associer les deux sources. Les deux séries de données ne sont certes pas comparables, mais permettent, d'une part d'apporter des tendances sur une échelle de temps «longue» (sources Unistatis) et d'autre part, sur des données récentes (source Accoss).

La source **Unistatis** couvre les salariés de tous les établissements du secteur privé industriel et commercial, employant au moins une personne sous contrat de travail. Sont exclus de ce champs : les salariés de l'Etat et des collectivités locales, les salariés des établissements publics à caractère administratif, le personnel des ambassades, consulats étrangers et organismes internationaux, les salariés des secteurs agricoles et para-agricole (champs MSA), les employés de maison, le personnel des entreprises publiques à caractère industriel et commercial, des régions départementales ou communales et certaines sociétés d'économie mixte ainsi que les intermittents du spectacle.

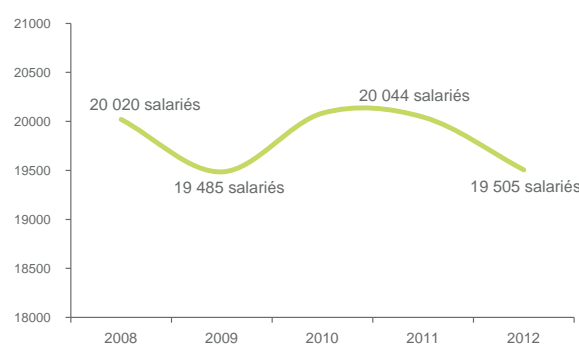
La source **Accoss** couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'Etat ou des collectivités locales), la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile. Pour le secteur de l'agriculture, la branche du recouvrement n'a qu'une couverture marginale par rapport à la Mutualité Sociale Agricole (MSA). Cette dernière est présente également dans le domaine des industries agroalimentaires, du commerce de gros et des services financiers, pour lesquels la couverture des Urssaf n'est donc pas totale.

Évolution du nombre de salariés du secteur privé, hors agriculture, sur le Pays de Redon - Bretagne Sud

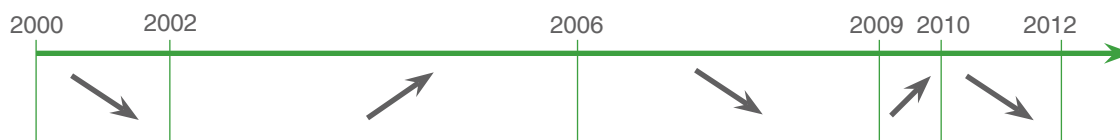
Attention, les deux graphiques ci-dessous ont été construits avec des sources différentes. Les volumes de salariés ne peuvent donc pas être comparés. Ces deux visuels permettent de dégager des tendances quant à l'évolution de l'emploi salarié du secteur privé sur le Pays de Redon - Bretagne Sud.



Source : Pôle Emploi Unistatis - Traitements : MEDEFI 2013



Source : Accoss/Urssaf - Traitements : MEDEFI 2013



La tendance générale des 10 dernières années est une diminution de l'emploi salarié du secteur privé hors agriculture sur le Pays de Redon - Bretagne Sud. On note néanmoins une légère augmentation du volume d'emplois entre 2009 et 2010. Ce recul a débuté dès 2006, alors que la croissance de l'emploi a continué jusqu'en 2008 pour les trois départements. Depuis 2008, le territoire a perdu plus de 500 emplois. Parallèlement, la population du territoire augmente. Ainsi, le Pays de Redon a tendance à développer une caractéristique de territoire résidentiel.

La diminution du volume d'emplois salariés du secteur privé hors agriculture s'explique par la chute des emplois au sein des secteurs de l'industrie, du commerce et de la construction. Seules les activités de services affichent un gain d'emploi entre 2008 et 2012 (+759 emplois) :

- le secteur de **l'industrie**, qui était le premier employeur du territoire au début des années 2000 (au sein des activités du secteur privé, hors agriculture), a perdu plus de 1 000 emplois depuis 10 ans. Ce recul s'est accentué depuis 2008 avec une perte de 466 emplois sur ces quatre dernières années. Les entreprises de sous-traitance automobile ont particulièrement souffert des difficultés du secteur automobile, et le territoire a

subit la fermeture de plusieurs sites de production.

- Le secteur du **commerce** a connu la variation d'emplois la plus marquée sur ces quatre dernières années avec une perte de 606 emplois, dont 524 emplois dans le commerce de détail (soit 86% des pertes d'emploi du secteur du commerce).

- Après une croissance continue du nombre d'emplois depuis 2001, le secteur de la **construction** connaît une diminution de ses effectifs sur l'année 2009, puis stagne de 2010 à 2011. En 2012, les volumes d'emplois de ce secteur diminuent. Entre 2008 et 2012, le secteur a perdu 202 emplois. L'ensemble des corps de métiers du second oeuvre a été le plus touché (maçonnerie moins 38 emplois, isolation moins 35 emplois, peinture moins 33 emplois, menuiserie moins 32 emplois, couverture moins 29 emplois, ...).

- Dans le secteur des **services**, l'emploi a augmenté de 10% entre 2008 et 2012. Ce secteur regroupe des activités hétérogènes et la situation infra-sectorielle fait apparaître quelques disparités. Les augmentations d'effectif les plus significatives se retrouvent au sein des structures d'accueil des personnes âgées et de la petite enfance, dans le transport, l'hôtellerie-restauration et dans les services immobiliers et financiers.

Les données détaillées par secteur sont disponibles sur la page suivante

Évolution de l'emploi salarié du secteur privé, hors agriculture par secteur d'activité

	Nb salariés	%	Évolution 2008 - 2012	
Services	8 047	41%	759	10%
Industrie et artisanat de production	5 704	29%	-466	-8%
Commerce	3 637	19%	-606	-14%
Construction	2 117	11%	-202	-9%
Total salariés	19 505	100%	-515	-3%

Source : Acoff/Urssaf - Traitements : MEDEFI 2013

Évolution de l'emploi salarié du secteur privé, hors agriculture par secteur d'activité

		Nb salariés en 2012	Évolution 2008 - 2012
Services	Santé humaine et action sociale	1 876	284
	Activités de services administratifs et de soutien	1 715	-16
	Transports et entreposage	1 366	182
	Hébergement et restauration	787	117
	Enseignement	533	-5
	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	452	-2
	Activités immobilière, financières et d'assurance	421	120
	Autres activités de services	391	4
	Arts, spectacles et activités récréatives	148	11
	Information et communication	101	-35
	Administration publique	29	29
	Promotion immobilière	2	-7
Industrie	Industrie chimique	1 850	16
	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	1 007	-48
	Fabrication de denrées alimentaires et de boissons	641	95
	Autres industries manufacturières	616	26
	Métallurgie et fabrication de produits métalliques	568	-32
	Fabrication de produits informatiques et électroniques	337	-125
	Travail du bois, industries du papier et imprimerie	321	-25
	Fabrication de matériels de transport	169	-304
	Fabrication de machines et équipements	117	-3
	Production et distribution d'eau, d'électricité et de gaz	117	54
	Fabrication de textiles, industries de l'habillement	91	-35
	Industries extractives	57	-20
	Fabrication d'équipements électriques	41	5
Commerce	Commerce de détail, à l'exception des automobiles	2 702	-524
	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et	548	-72
	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	387	-10
Construction	Travaux de construction spécialisés	1 703	-208
	Construction de bâtiments	358	19
	Génie civil	54	-6
Total		19 505	-515

Source : Acoff/Urssaf - Traitements : MEDEFI 2013

Regard sur...

Le bassin d'emploi de Redon est fortement marqué par la présence ancienne d'entreprises industrielles, et notamment autour de la ville-centre. Le territoire était hier dominé en termes de visibilité par 2 filières, l'automobile avec la sous-traitance de PSA et la présence importante de salariés de PSA dans les communes rurales autour de Redon, et la cosmétique autour du groupe Yves Rocher.

Or, ces 2 filières ont perdu de nombreux emplois en 10 ans, si bien qu'aujourd'hui le tissu industriel de Redon se compose d'un ensemble disparate d'entreprises positionnées sur des secteurs d'activités divers.

Ceci emporte deux conséquences immédiates :

- La première, problématique, est la difficulté de ce territoire à se positionner sur des filières industrielles fortes et donc de s'inscrire dans des stratégies, des schémas de développement nationaux et régionaux, ces derniers pouvant drainer des financements importants. Ceci est renforcé par une lisibilité faible de la stratégie territoriale des élus du territoire qui concentrent leurs efforts, et cela est par ailleurs logique, sur les projets concrets qui émergent dans les entreprises du territoire ou qui génèrent l'arrivée de nouvelles entreprises. De ce point de vue d'ailleurs, nous ne pouvons que souligner la vigueur et le dynamisme de ce territoire qui ne manque pas de projets, loin s'en faut.

- La seconde conséquence est plus avantageuse car elle expose moins le bassin de Redon à la conjoncture négative de telle ou telle filière, comme on le constate sur les bassins mono-filières. Cette réalité est

flagrante en la période : alors que l'automobile perd de nombreux emplois, qu'Alcatel est en grande difficulté à Rennes et Morlaix, que de grands groupes de l'agro-alimentaire traversent des difficultés majeures et des restructurations douloureuses, l'emploi sur le bassin redonnais ne se dégrade qu'au rythme national et pas plus rapidement, comme une bonne part des bassins bretons.

Il en ressort deux orientations à suivre :

- La première est d'élaborer des approches locales des politiques par filière. L'objectif est d'identifier par «micro-filière» un leader local, une solide entreprise de taille conséquente, des PME et de construire autour une dynamique pour les soutenir et développer ce secteur d'activités.

- La seconde est d'avoir une approche par métier, et notamment des métiers transversaux aux filières industrielles, ou a minima transposables entre filières. A cet égard, le développement d'un campus à Redon autour des métiers de la logistique industrielle est un modèle de référence. Sans aller jusqu'à cette excellence sur toutes les filières métiers, il est important d'entretenir l'idée que la montée en compétence d'un territoire passe d'abord par la valorisation des compétences actuelles de celui-ci.

Cette démarche est impulsée par le service public de l'emploi local (et donc partagée par tous les acteurs de l'emploi) et qui trouve sa synthèse dans la Maison de l'emploi du Pays de Redon - Bretagne Sud.

Contribution de la Sous-Préfecture de Redon

Pour prolonger la réflexion...

Entreprises et emplois

Comment développer et structurer de nouvelles activités autour des atouts du territoire et de ses savoir-faire ?

Comment consolider et développer les caractéristiques d'une économie locale mixte et équilibrée : productive et résidentielle ?

Comment construire une stratégie de développement territorial partagée, équilibrée et coordonnée ?

Le vieillissement des actifs

La réalisation du Diagnostic territorial partagé permet de réaliser des focus sur des problématiques qui touchent le Pays de Redon - Bretagne Sud.

Pour cette édition 2013, le vieillissement des actifs est questionné sur le territoire. Ce thème n'est pas spécifique au Pays de Redon, mais le touche de façon mécanique comme l'ensemble des territoires français. L'INSEE et le CARIF OREF des Pays de la Loire (entre autres) ont travaillé sur cette thématique. La méthodologie d'analyses de données s'est donc inspirée de ces travaux.

L'objet de ce zoom sur le vieillissement des actifs est d'apporter des éléments et des analyses par métier :

- quels liens entre départs en retraite et besoins des entreprises : remplacements systématiques, évolution des métiers et des compétences, évolution des effectifs...?
- quelle offre de formation pour compenser les potentielles pertes de compétences dans les entreprises?
- le vieillissement des effectifs offre-t-il des opportunités d'embauche ou de parcours de formation pour des publics en difficultés : personnes peu ou pas qualifiées, chômeurs de longue durée...?



Atelier «Vieillissement des actifs» du 14 novembre 2013

Pour ce faire, un atelier a été consacré à cette thématique afin de présenter les données chiffrées et de travailler sur les facteurs explicatifs, les conséquences, les risques et les opportunités pour les entreprises et le territoire.

La cible retenue pour l'analyse du vieillissement des actifs est la catégorie des personnes de 50 à 64 ans travaillant sur le Pays de Redon - Bretagne Sud.

Vieillesse de la population, vieillissement de la population active

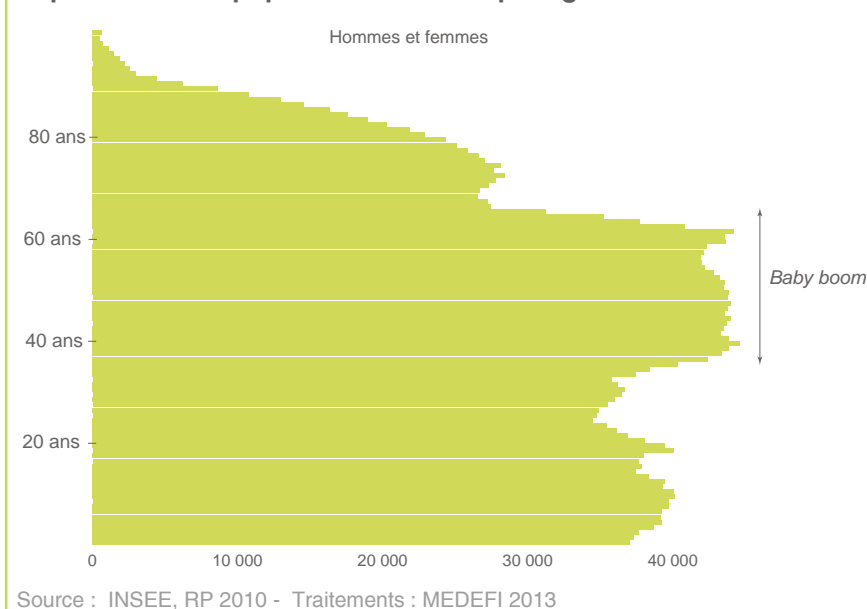
En Bretagne et en Pays de la Loire, comme dans la plupart des régions françaises, la population active vieillit. En 2009, la région Pays de la Loire compte ainsi 665 000 personnes âgées de 50 à 64 ans, représentant près de 30 % des résidents de la région en âge de travailler (en 1999, le poids des seniors n'était que de 23,5 %). L'augmentation de l'importance démographique relative des seniors est la conséquence du vieillissement des générations plus nombreuses nées dans l'après-guerre. En 1996, la première génération de 1946 issue de ce baby boom a atteint l'âge de 50 ans, et depuis les baby boomers viennent renforcer les effectifs des 50-64 ans. Ces générations plus nombreuses vont, d'une part, multiplier le nombre des fins d'activité, et, d'autre part, les générations les plus jeunes ne seraient pas en nombre suffisant dans tous les territoires pour assurer le renouvellement des actifs. Le vieillissement des générations du baby boom pose de multiples enjeux, qui vont notamment du maintien d'actifs plus âgés sur les postes de travail au remplacement de ceux-ci après leur départ en retraite.

En 2003, la loi du 21 août portant sur la réforme des retraites, a, pour favoriser l'emploi des seniors, ouvert la possibilité de cumuler emploi et retraite. En 2009, la loi de finance de la sécurité sociale, dans l'objectif d'organiser un départ à la retraite plus tardif, a reculé le passage de la mise à la retraite d'office de 65 à 70 ans.

La réforme des retraites en 2010 a modifié l'âge légal de départ à la retraite, et la durée nécessaire pour une retraite à taux plein, avec des conséquences directes sur le nombre de départs à la retraite. En Pays de la Loire, le nombre de personnes relevant du régime général ayant fait valoir leur droit à la retraite a diminué de 15%.

Le décret de juillet 2012 ne remet pas en cause l'âge légal de départ à la retraite, il reconnaît aux personnes qui ont travaillé et cotisé 5 trimestres avant 20 ans, la possibilité de partir à 60 ans.

Répartition de la population bretonne par âge



La situation sur le Pays de Redon - Bretagne Sud

Part des actifs seniors travaillant sur le Pays de Redon - Bretagne Sud

7 572 actifs seniors,
soit 24% des actifs occupés
du Pays de Redon - Bretagne Sud



Source : INSEE, RP 2010 - Traitements : MEDEFI 2013

32 000 personnes travaillent sur le Pays de Redon - Bretagne Sud¹. Sur l'ensemble de ces personnes en emploi, 7 572 ont entre 50 et 64 ans, soit 24% des actifs en emploi du territoire. En Ile-et-Vilaine, les seniors représentent 23% des actifs en emploi du département.

L'analyse par âge des actifs seniors travaillant sur le Pays montre que de 56 à 59 ans, le nombre de seniors en emploi sur le Pays décroît rapidement, pour devenir presque inexistant à 60 ans. En effet, la présence d'un tissu industriel dense sur le territoire combine la présence de métiers pénibles et des entrées précoces

dans la vie active. Cette situation entraîne des départs en pré-retraite ou en retraite à des âges moins élevés.

La distribution des actifs seniors par secteur d'activité souligne que 65% des actifs seniors travaillant sur le Pays se situent dans les services marchands et non marchands.

L'analyse par secteur met en avant le secteur agricole où 31% des actifs (exploitants agricoles et salariés) ont plus de 50 ans. Le secteur de la construction est le domaine où la part des actifs seniors est la plus faible (16%).

Actifs seniors par secteur d'activité sur le Pays de Redon - Bretagne Sud

	Nb et Part des actifs de 50 - 64 ans par secteur	
Agriculture	748	31%
Industrie et artisanat de production	1 441	23%
Construction	459	16%
Services marchands (commerce, transports et services divers)	2 545	22%
Services non-marchands (administration publique, enseignement, santé et action sociale)	2 378	27%
	7 572	23%

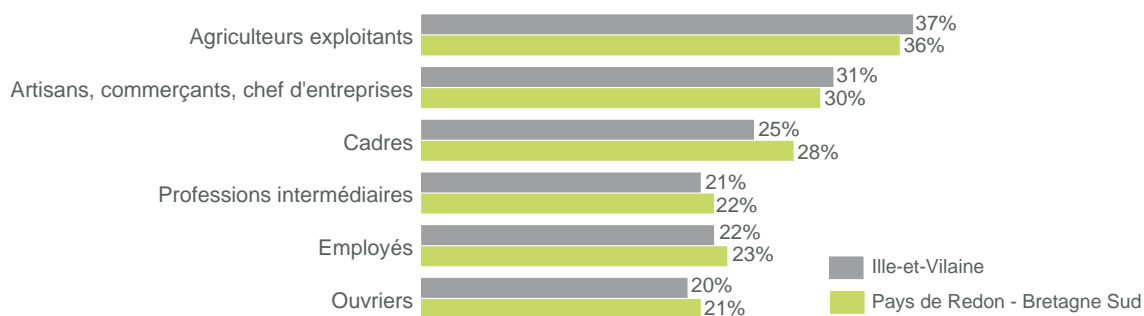
Source : INSEE, RP 2010 - Traitements : MEDEFI 2013

Dans le secteur de la construction, 16% des actifs ont entre 50 et 64 ans, soit 459 personnes.



¹ actifs de 15 à 64 ans en emploi sur le Pays de Redon - Bretagne Sud

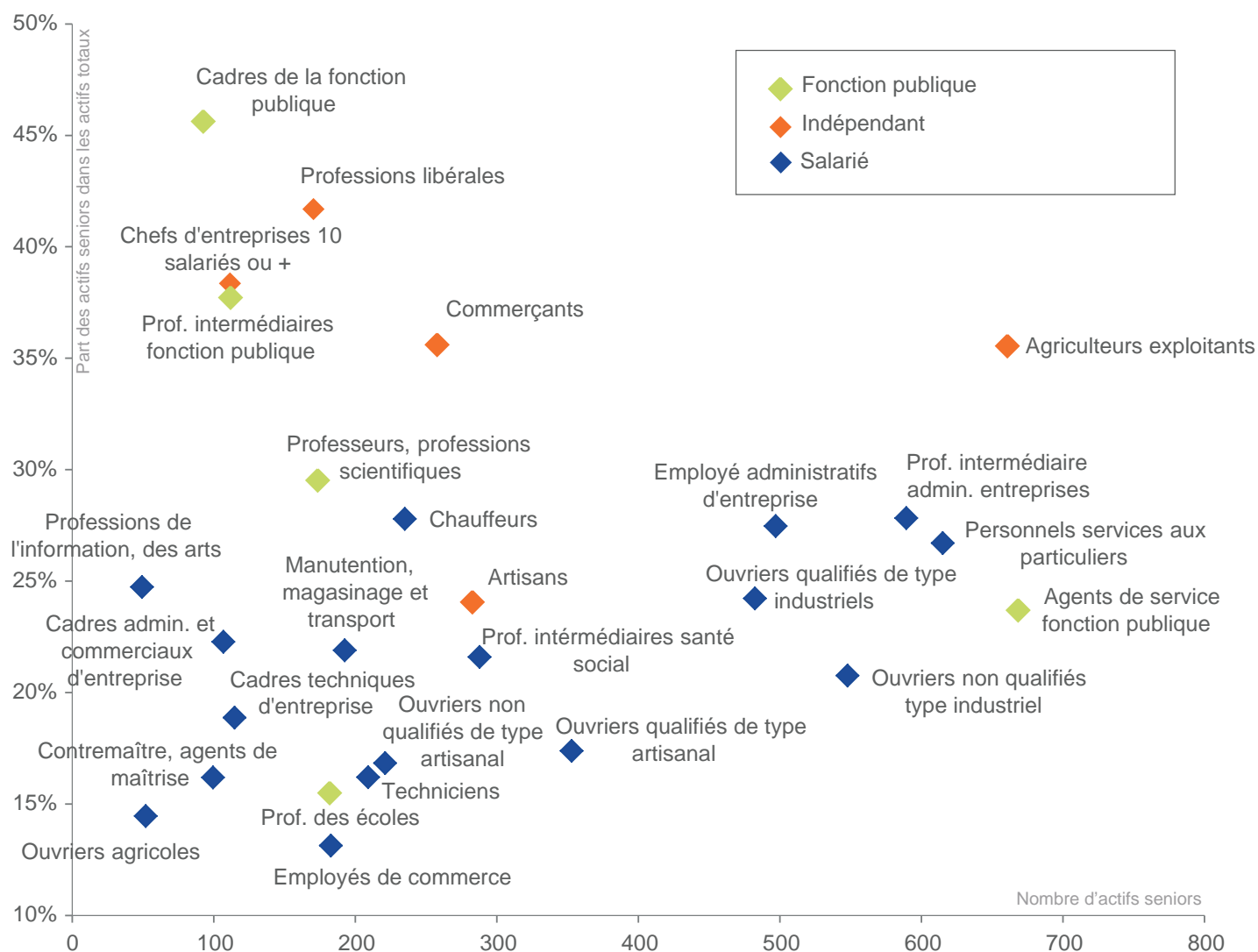
Part des actifs seniors par catégorie professionnelle



Source : INSEE, RP 2010 - Traitements : MEDEFI 2013

Sur le Pays de Redon - Bretagne sud, 28% des cadres sont des seniors (50 à 64 ans) ; en Ille-et-Vilaine, cette proportion est de 25%.

Actifs seniors par métier sur le Pays de Redon - Bretagne Sud



Source : INSEE, RP 2010 - Traitements : MEDEFI 2013

Concernant la répartition des actifs seniors selon leur catégorie socio-professionnelle d'appartenance, trois catégories affichent des parts d'actifs seniors supérieures à la moyenne du Pays de Redon - Bretagne Sud :

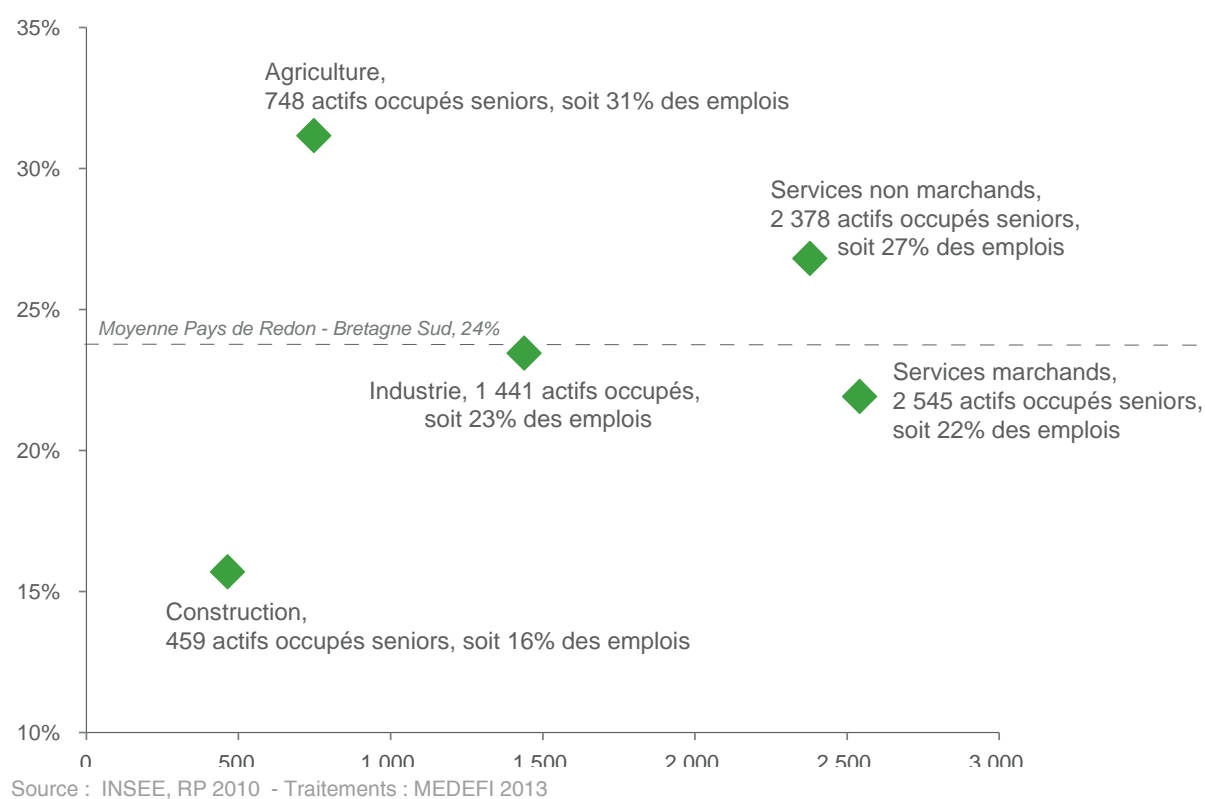
- les agriculteurs exploitants (36% d'actifs seniors sur l'ensemble des actifs travaillant dans cette catégorie sur le territoire) ;
- les artisans, commerçants, chefs d'entreprises (30%

d'actifs seniors) ;

- les cadres (28% d'actifs seniors). Pour cette catégorie, le Pays de Redon affiche une part d'actifs seniors de 3 points supérieurs à celui de l'Ille-et-Vilaine.

Les catégories des professions intermédiaires, des employés et des ouvriers se situent en dessous de la moyenne du Pays mais se situe légèrement au-dessus de la moyenne départementale.

Actifs seniors par secteur d'activité sur le Pays de Redon - Bretagne Sud



Les travaux en atelier

L'atelier « Vieillesse des actifs » s'est déroulé le 14 novembre 2013 à la MEDEFI.

Après une présentation chiffrée de la situation, l'atelier a été divisé en deux groupes. A partir du mapping « Actifs seniors par métier sur le Pays de Redon - Bretagne Sud » et des fiches métiers, le groupe devait choisir les métiers qu'il considère comme importants à étudier pour le territoire, ceux portant les enjeux les plus forts pour le Pays de Redon - Bretagne Sud. Pour chacun de ces métiers, le groupe s'est interrogé à partir de la grille de questionnement ci-dessous pour déterminer les éléments explicatifs, les perspectives d'évolution et enfin les enjeux et moyens d'action.

Pour ce travail, les métiers de la fonction publique (en vert sur le mapping) ont été exclus. En effet, l'équipe territoriale n'a pas de levier d'action sur ces métiers.

Les structures représentées à l'atelier «vieillesse des actifs» :

- l'agence d'emploi Adecco ;
- l'Unité territoriale Ille-et-Vilaine de la DIRECCTE ;
- le Conseil de Développement du Pays de Redon - Bretagne Sud ;
- le GEIQ Entraide Rurale ;
- le GIP du Pays de Redon - Bretagne Sud ;
- la sous - Préfecture de Redon ;
- l'ASSAD du Pays de Redon ;
- le Conseil général Ille-et-Vilaine, délégation de Redon ;
- ATD Quart monde ;
- Pôle Emploi ;
- la MEDEFI.

Grille de questionnement

Éléments d'explication	Historique des embauches
	Entrée tardive en emploi
	Évolution structurelle de l'activité
	Durée de vie professionnelle
	...
Perspectives d'évolution	Remplacement à volume égal
	Remplacement à compétences égales
	Évolution des métiers
	Risque de disparition de métiers ou compétences
	...
Enjeux et moyens d'action	Emploi
	Formation
	Orientation
	Attractivité du territoire
	...

Source : CARIF OREF Pays de la Loire



Agriculture

L'agriculture est un secteur stratégique pour l'économie française et dispose d'atouts considérables. Le secteur compte 450 000 exploitations agricoles réparties sur l'ensemble du territoire, l'équivalent de 248 000 emplois à temps complet non saisonniers, et 890 000 contrats saisonniers qui équivalent à 77 000 emplois à temps complet.

La Bretagne est une région où l'agriculture tient une place importante, tant sur l'utilisation de son territoire, qu'en production agricole ou agro-alimentaire. La part de l'emploi agricole, environ 5 % de l'emploi régional, reste une des plus élevées en France.

En développant une agriculture intensive basée sur les productions animales et les cultures légumières, la Bretagne est passée, en l'espace d'une cinquantaine d'années, d'une agriculture familiale

au rang de première région agricole européenne. En 2009, la région a produit 58 % du tonnage national de viande porcine, 41 % du volume d'oeufs, un tiers des viandes de volaille, un quart de la viande de veau et 21 % du volume de lait. Sept exploitations sur dix ont une activité spécialisée dans l'élevage, avec un mode de production plus intensif que dans les autres régions. Une majorité de ces unités est spécialisée en bovins et 15 % en granivores (porcs et volailles).

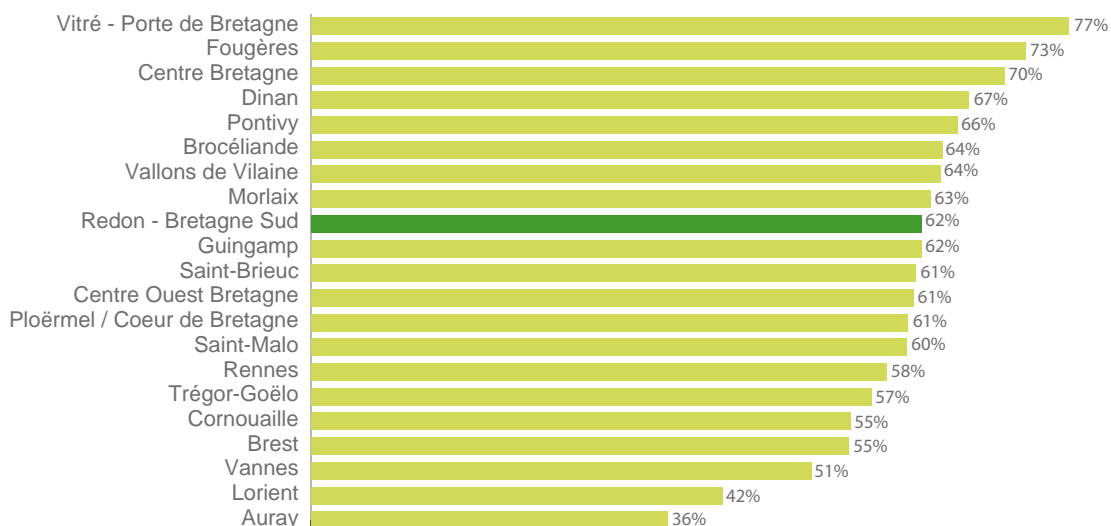
Le Pays de Redon - Bretagne Sud fait écho aux caractéristiques agricoles de la Bretagne : l'importance d'activités agricoles est une caractéristique forte du territoire, que ce soit en termes d'aménagement du territoire, de développement économique ou d'emploi.

La Surface Agricole Utile (SAU)

Le Pays de Redon - Bretagne compte 95 400 hectares de terre agricole, ce qui représente 62% de la surface totale du territoire. En 10 ans le territoire a perdu 1 600 hectares de SAU soit une diminution de 2%. Au niveau régional, cette variation est de - 4%.

La superficie agricole utilisée (SAU) est une notion normalisée dans la statistique agricole européenne. Elle comprend les terres arables (y compris pâturages temporaires, jachères, cultures sous abri, jardins familiaux...), les surfaces toujours en herbe et les cultures permanentes (vignes, vergers...).

Part de la SAU sur les 21 Pays bretons



Source : AGRESTE 2010 - Traitements : MEDEFI 2013

Les exploitations agricoles

Le Pays de Redon - Bretagne Sud compte 1 695 exploitations agricoles. Le nombre d'exploitations a chuté de plus d'un tiers sur les 10 dernières années. Sur cette période ce sont donc 959 exploitations qui ont disparu. Le Pays de Redon n'est pas un cas isolé, on constate ces mêmes évolutions sur l'ensemble des Pays Bretons : le nombre d'exploitations a chuté de 33% en Bretagne avec des variations territoriales marquées (de - 26% sur le Pays de Guingamp jusqu'à - 44% sur le Pays des Vallons de Vilaine et sur celui de Vannes).

L'**exploitation agricole** est, au sens de la statistique agricole, une unité économique qui participe à la production agricole et qui répond à certains critères :

- elle a une activité agricole soit de production, soit de maintien des terres dans de bonnes conditions agricoles et environnementales ;
- elle atteint une certaine dimension, soit 1 hectare de surface agricole utilisée, soit 20 ares de cultures spécialisées, soit une production supérieure à un seuil (1 vache ou 6 brebis mères...);
- sa gestion courante est indépendante de toute autre unité.

La SAU moyenne par exploitation

La SAU moyenne des exploitations du Pays est de 56 hectares. Cet indicateur, comme toute moyenne, cache des diversités dans les situations des exploitations, et notamment en fonction des activités et des productions des structures. Cette moyenne permet toutefois de cerner une facette des caractéristiques territoriales de l'activité agricole et de réaliser des comparaisons dans le temps et dans l'espace.

Sur les 10 dernières années, la diminution du nombre d'exploitations agricoles a été beaucoup plus forte que la baisse des surfaces agricoles utiles (SAU) :

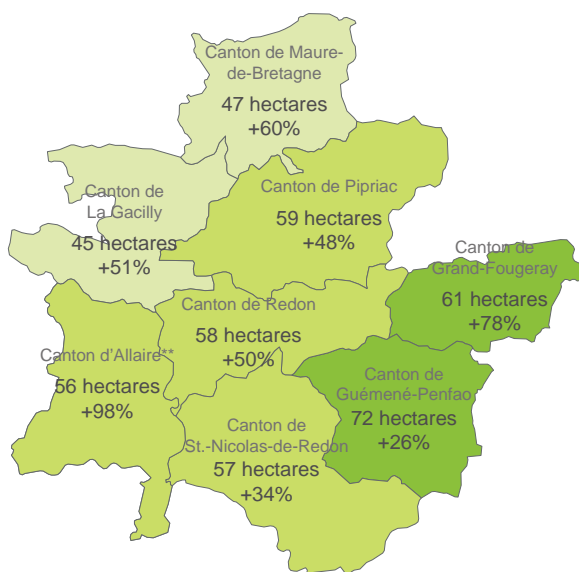
- diminution de 36% des exploitations ;
- diminution de 2% de la SAU;

On assiste ainsi à une augmentation de la surface agricole

moyenne par unité de production. En 2000, en moyenne, les exploitations disposaient de 37 hectares. En 2010, cette surface est de 56 hectares, soit une progression de 54% sur la période. Les terres agricoles sont donc de plus en plus concentrées au sein d'un nombre plus restreint d'exploitations agricoles.

A l'échelle bretonne, la SAU moyenne par exploitation est de 48 hectares. Les exploitations du Pays sont donc en moyenne, de taille supérieure. L'agrandissement des exploitations sur le Pays de Redon - Bretagne Sud est, en moyenne, plus rapide que ce que l'on peut constater sur la Bretagne (augmentation de 54% de la surface agricole moyenne sur le Pays contre 43% en Bretagne).

SAU* moyenne par exploitation et évolution entre 2000 et 2010 par canton du Pays de Redon - Bretagne Sud



Surface agricole Utile Moyenne (SAU) par exploitation en 2010

- moins de 50 hectares
- de 50 à 60 hectares
- plus de 60 hectares

Evolution de la SAU* moyenne par exploitation entre 2000 et 2010

+26%

Clé de lecture : la SAU* moyenne par exploitation du canton de Guéméné-Penfao est de 72 hectares. Sur 10 ans, la SAU moyenne par exploitation sur ce canton a augmenté de 26%.

*Surface Agricole Utile
**Canton d'Allaire et commune de Théhillac

Source : AGRESTE 2000 et 2010 - Traitements : MEDEFI 2013

Les activités des exploitations agricoles

Les exploitations agricoles du Pays de Redon - Bretagne Sud sont fortement tournées vers l'élevage. Plus de 80% d'entre elles sont tournées vers l'élevage d'animaux, avec une orientation forte vers l'élevage de vaches laitières. Ce type d'activité nécessite une présence quotidienne, ce qui explique en partie la présence importante d'exploitations composées d'au moins deux exploitants en dehors des conjoints.

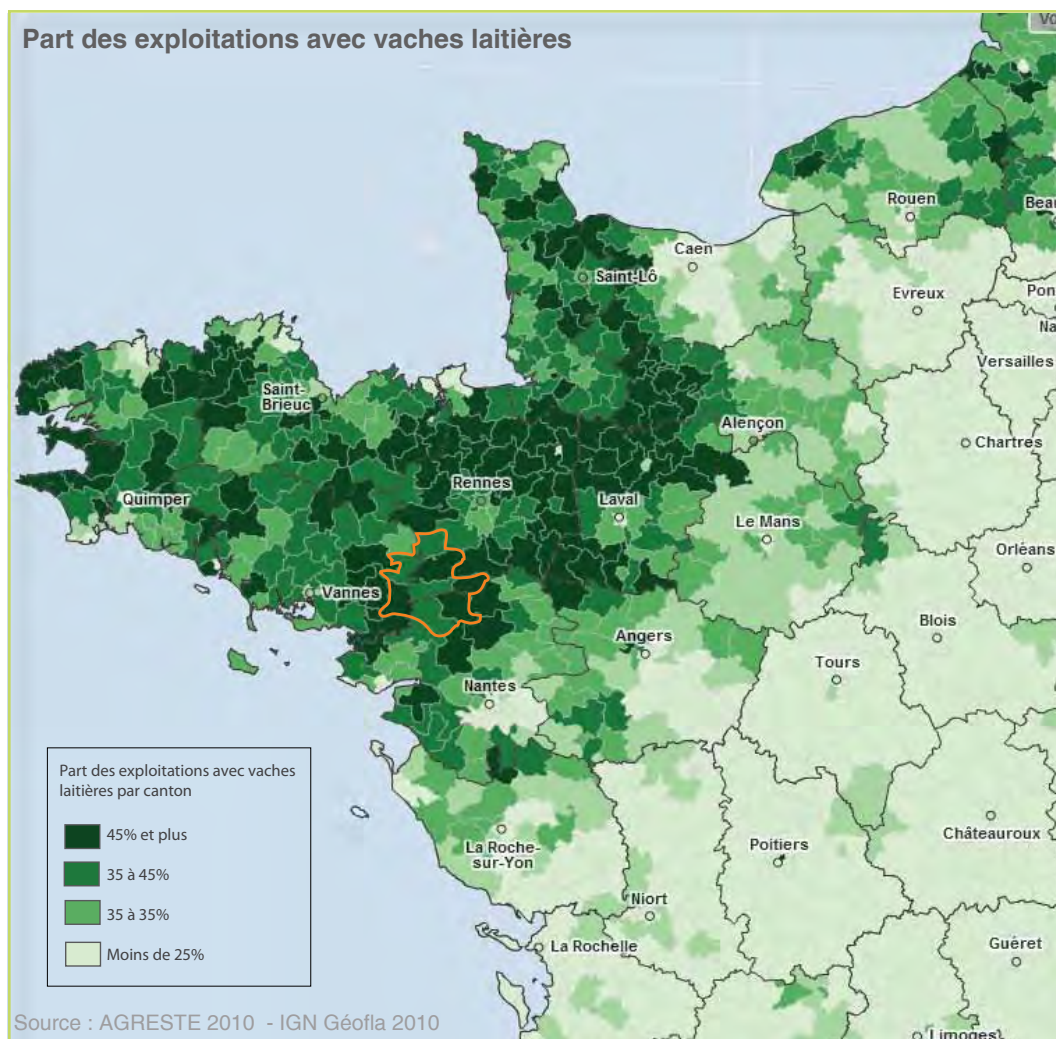
La cartographie ci-dessous montre en effet la prédominance de cette activité sur la Bretagne et la Normandie.

Répartition des exploitations agricoles du Pays de Redon - Bretagne Sud par activité

	% exploitations
Élevage de vaches laitières	42%
Élevage d'autres bovins et de buffles	13%
Culture et élevage associés	13%
Culture de céréales, de légumineuses et de graines oléagineuses	12%
Élevage de porcins	5%
Élevage de volailles	5%
Élevage d'autres animaux	3%
Culture de fruits et de légumes	2%
Élevage de chevaux et d'autres équidés	2%
Exploitation forestière	1%
Élevage d'ovins et de caprins	1%
Autres cultures	1%
	100%

Source : INSEE, SIRENE 2012- Traitements : MEDEFI 2013

Part des exploitations avec vaches laitières



Les emplois

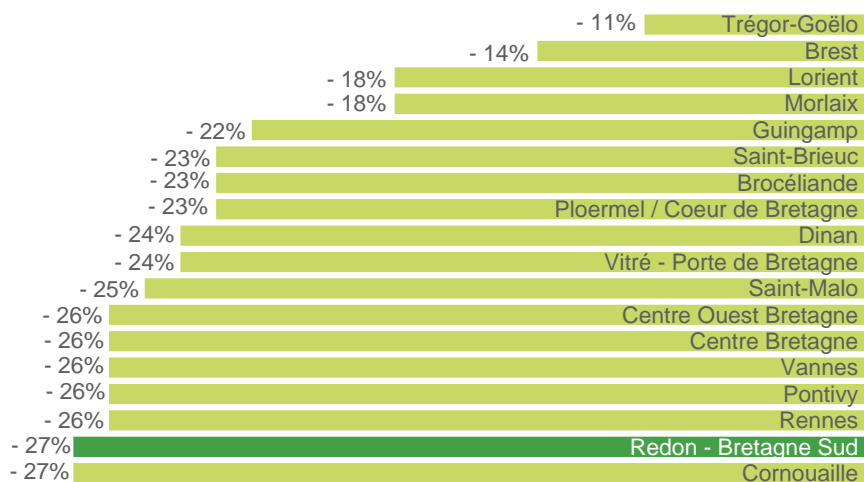
L'unité de travail annuel (UTA) correspond au travail d'une personne à plein temps pendant une année entière. Le travail fourni sur une exploitation agricole provient, d'une

part de l'activité des personnes de la famille (chef compris), d'autre part de l'activité de la main-d'œuvre salariée (permanents, saisonniers, salariés des ETA et CUMA)

Le Pays de Redon - Bretagne Sud compte 2 404 Unités de Travail Annuel (UTA). Le territoire a perdu 870 UTA en dix ans, soit une diminution de -27% des UTA sur la période. Sur la région, le nombre d'UTA a diminué de 23%. Le Pays de Redon est un des territoires bretons où la diminution de l'emploi agricole a été la plus marquée sur les 10 dernières années.

La baisse du nombre d'emplois n'a pas été uniforme sur l'ensemble du Pays. Dans les cantons de St.-Nicolas-de-Redon et de Guéméné-Penfao, le volume d'emplois agricoles a moins diminué (respectivement -12% et -18%) que sur les cantons de La Gacilly, Allaire et Grand-Fougeray.

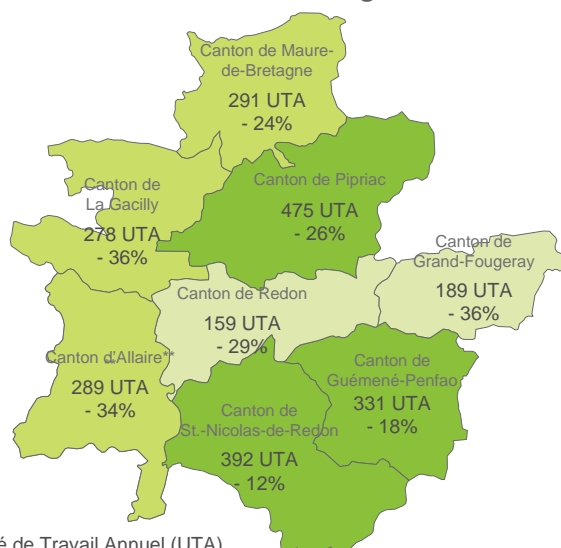
Évolution du nombre d'UTA* entre 2000 et 2010 sur les 21 Pays bretons



* Unité de Travail Annuel

Source : AGRESTE 2010 - Traitements : MEDEFI 2013

Nombre d'UTA* et évolution entre 2000 et 2010 par canton du Pays de Redon - Bretagne Sud



Nombre d'Unité de Travail Annuel (UTA) par canton

- moins de 200 UTA*
- 200 à 300 UTA*
- plus de 300 UTA*

Evolution du nombre d'UTA* 2000 et 2010
- 29%

Source : AGRESTE 2000 et 2010 - Traitements : MEDEFI 2013

Clé de lecture : le canton de Pipriac compte 475 Unités de Travail Annuel agricoles. Sur 10 ans, le nombre d'UTA du canton a diminué de 26%.

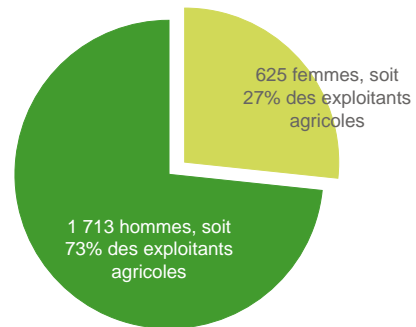
*Unité de Travail Annuel
**Canton d'Allaire et commune de Théhillac

Les exploitants agricoles sur le Pays de Redon - Bretagne Sud

2 338 exploitants agricoles exercent leur activité sur le Pays de Redon - Bretagne Sud. En 10 ans, leur nombre a diminué de 20% sur le territoire (- 18% en Bretagne). A l'échelle des cantons du Pays, c'est sur le canton de Guéméné-Penfao que la diminution du nombre d'exploitants a été la plus faible (-7%). A l'opposé, sur le canton d'Allaire, le nombre d'exploitants agricoles a chuté de 28% (soit 106 personnes).

Sur le Pays, 27% des exploitants sont des femmes ; cette proportion est de 28% sur la Bretagne. 79% des exploitants du Pays ont plus de 40 ans. Cette proportion est de 80% en région. La part relativement faible des jeunes agriculteurs sur le Pays ou en Bretagne pose la double question de la transmission et de l'installation en agriculture.

Répartition sexuée des exploitants agricoles sur le Pays de Redon - Bretagne Sud



Source : AGRESTE 2010 - Traitements : MEDEFI 2013

Les salariés permanents et saisonniers sur les exploitations agricoles

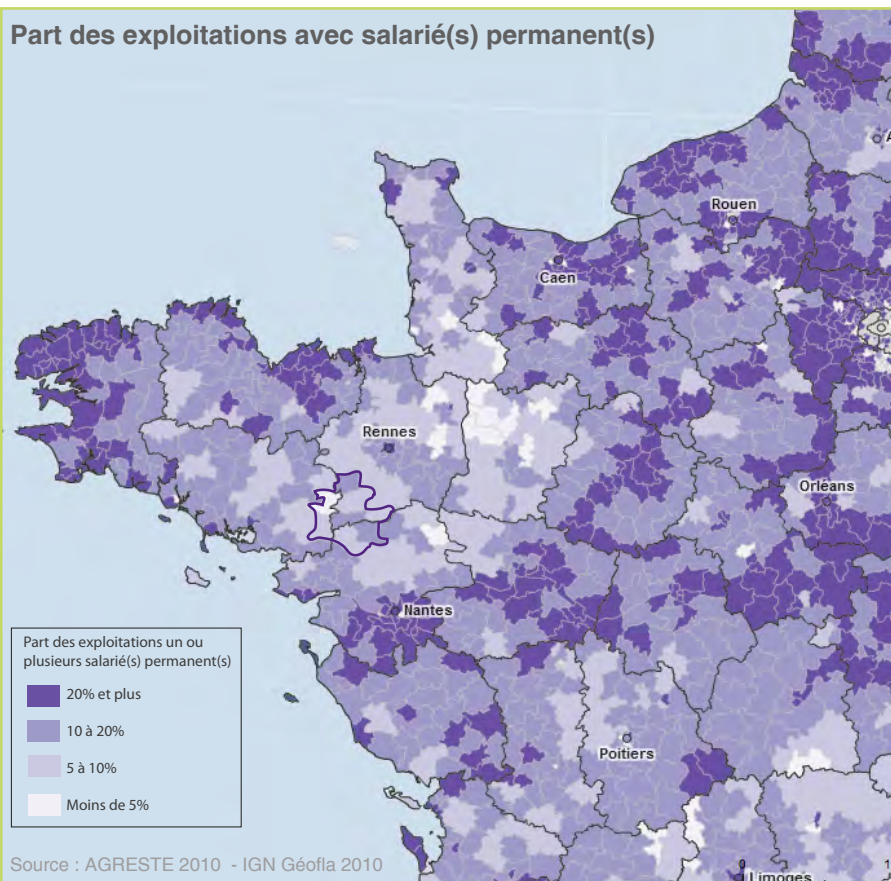
Les exploitations du Pays de Redon - Bretagne Sud sont peu pourvoyeuses d'emplois salariés. En effet, selon les cantons, entre 4 et 14% des exploitations emploient un salarié permanent dans leur structure :

- 4% sur le canton de La Gacilly ;
- 8% sur les cantons d'Allaire et de Grand-Fougeray ;
- 9% sur les cantons de St.-Nicolas-de-Redon et de Pipriac ;
- 10% sur le canton de Redon ;
- 14% sur le canton de Guéméné-Penfao.

En moyenne, sur la région Bretagne, 15% des exploitations ont un ou plusieurs salariés permanents.

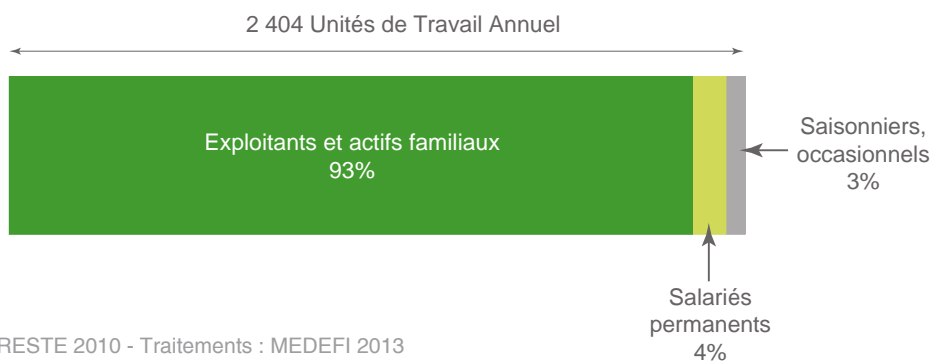
Le recours à l'emploi saisonnier est également peu développé sur le territoire (selon les cantons, entre 3 et 5% des exploitations ont recours à ce type de main d'oeuvre). En effet les productions du territoire sont peu sujettes à la saisonnalité et à des besoins ponctuels de main d'oeuvre.

Part des exploitations avec salarié(s) permanent(s)



Synthèse du recours aux emplois et compétences sur les exploitations du territoire

Recours à l'emploi et aux compétences sur les exploitations du Pays de Redon - Bretagne Sud



Le temps de travail sur les exploitations du Pays de Redon - Bretagne Sud est assuré en grande majorité par les exploitants. L'emploi salarié ne représente que 7% du temps de travail sur les exploitations.

La structuration des exploitations et le type de cultures expliquent cette structuration de l'emploi dans le secteur.

Pour prolonger la réflexion...

Agriculture

Dans quelle mesure l'agriculture contribue-t-elle au développement économique et à l'emploi sur le Pays de Redon - Bretagne Sud ?

Face aux mutations actuelles, quelles évolutions envisager pour les modes de production des exploitations agricoles du Pays ?

A quelle(s) condition(s) l'agriculture pourra-t-elle jouer son rôle dans la dynamique territoriale du Pays ?

DEMANDE D'EMPLOI ET INSERTION

AU SOMMAIRE

Demande d'emploi	86
Caractéristiques des offres d'emploi	98
Publics en insertion	104

Demande d'emploi

Définitions et méthode

La connaissance de la demande d'emploi s'appuie sur les données produites par Pôle Emploi.

Selon leur situation au regard de l'emploi, les demandeurs inscrits à Pôle Emploi sont répartis en

5 catégories. Les analyses relatives à la demande d'emploi concernent les catégories A, B et C, c'est-à-dire les personnes tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Les catégories d'inscription à Pôle Emploi

Catégorie A	Demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi	Sans emploi
Catégorie B		Ayant exercé une activité réduite courte, (moins de 78 heures au cours du mois)
Catégorie C		Ayant exercé une activité réduite longue, (plus de 78 heures au cours du mois)
Catégorie D	Demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi	Sans emploi (cette catégorie concerne les personnes en stage, formation, en arrêt maladie..., les demandeurs d'emploi en reclassement)
Catégorie E		En emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés)

Les statistiques sur les demandeurs d'emploi peuvent être déclinées en « stock » ou en « flux » :

- Le « stock » est le reflet du fichier à une date donnée (à la fin du mois) qui recense tous les demandeurs d'emploi à cette date ; il s'agit des « Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois » (DEFM). Pour la réalisation de ce Diagnostic Territorial Partagé, le calcul du stock est réalisé au 30 juin 2013.

- Le « flux » dénombre les mouvements de la demande d'emploi sur une période. Pour la réalisation de ce Dia-

gnostic Territorial Partagé, le calcul du flux est réalisé du 1er juillet 2012 au 30 juin 2013.

Le calcul du flux s'appuie sur la comparaison :

- du nombre de demandes d'emploi enregistrées (DEE) qui correspond aux personnes venues s'inscrire auprès de Pôle Emploi ;
- du nombre de demandeurs d'emploi sortis (DES) qui correspond aux personnes qui sont « sorties » des fichiers de Pôle Emploi, quel qu'en soit le motif.

Situation globale de la demande d'emploi

La situation de la demande d'emploi

	Juin 2013	%	% Ille-et-Vilaine
Sans activité (A)	4 200	58%	61%
En activité réduite (B+C)	3 068	42%	39%
Total (A+B+C)	7 268	100%	100%

Source : DIRECCTE Bretagne Juin 2013 - Traitements : MEDEFI 2013

En juin 2013, le Pays de Redon - Bretagne Sud recensait 8 390 personnes inscrites à Pôle Emploi pour l'ensemble des catégories A, B, C, D et E, dont 7 268 personnes « tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi » (cat. A, B et C). L'analyse de la situation de la demande d'emploi sur le territoire sera réalisée sur ce groupe (personnes inscrites en catégories A, B et C).

La particularité de la demande d'emploi sur le territoire

est la part plus importante des catégories B et C. En effet, le tissu industriel et le recours à l'intérim permettent aux demandeurs d'emploi de travailler ponctuellement et ainsi d'être comptabilisés dans les catégories des publics « ayant exercé une activité réduite ». Ces personnes sont toutefois bien à la recherche d'un emploi, c'est pourquoi les traitements, ci-après, seront réalisés pour l'ensemble des demandeurs d'emplois des catégories A, B et C.

Évolution de la demande d'emploi

Évolution de la demande d'emploi par catégorie

Évol. de juin 2012 à juin 2013

	Pays de Redon - Bretagne Sud		Ille-et-Vilaine
Sans activité (A)	+ 470 pers.	+ 12,6%	+ 12,5%
En activité réduite (B+C)	- 47 pers.	- 1,5%	+ 5,3%
Total (A+B+C)	+ 423 pers.	+ 6,2%	+ 9,5%

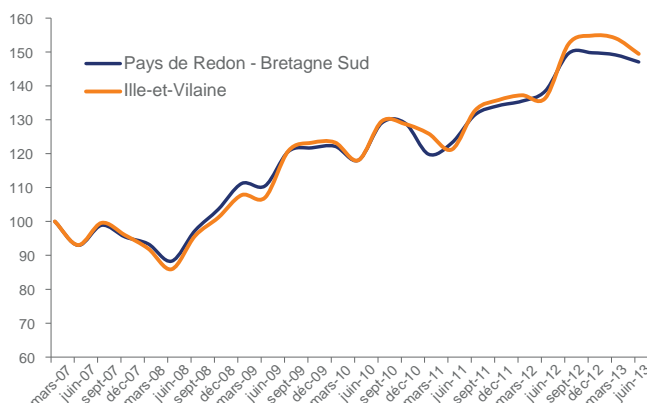
Source : DIRECCTE Bretagne Juin 2013

Traitements : MEDEFI 2013

Entre juin 2012 et juin 2013, la demande d'emploi du Pays de Redon - Bretagne Sud a augmenté de 6,2%.

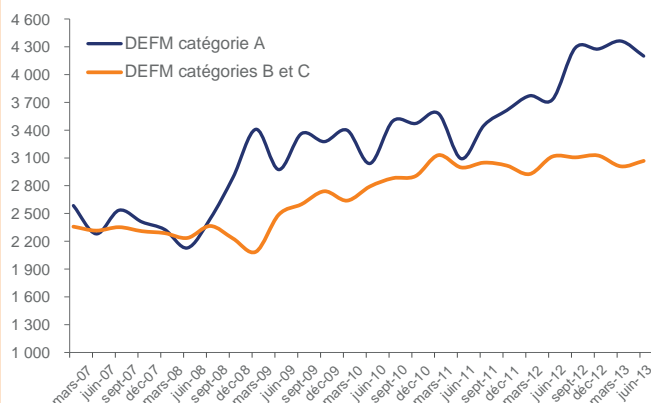
Dès mars 2009, le volume de demandeurs d'emploi a crû plus rapidement sur notre territoire qu'en Ille-et-Vilaine. Ainsi, le Pays a été touché plus tôt par la crise économique. Depuis juin 2011, la demande d'emploi n'a cessé de progresser (+12% en un an pour les catégories A, B et C). L'augmentation de la demande d'emploi est nourrie par l'augmentation importante des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A (+21% en entre juin 2012 et juin 2013 sur le Pays contre +18% sur la moyenne départementale). Cette tendance induit une probable diminution de l'activité intérim qui permet aux chercheurs d'emploi de réaliser des missions de travail temporaire (les faisant ainsi basculer vers les catégories B et C).

Évolution comparée de la demande d'emploi (base 100)



Source : DIRECCTE Bretagne - Traitements : MEDEFI 2013

Évolution de la demande d'emploi sur le Pays de Redon - Bretagne Sud



Source : DIRECCTE Bretagne - Traitements : MEDEFI 2013

Situation de la demande d'emploi par canton (Cat. A, B et C)

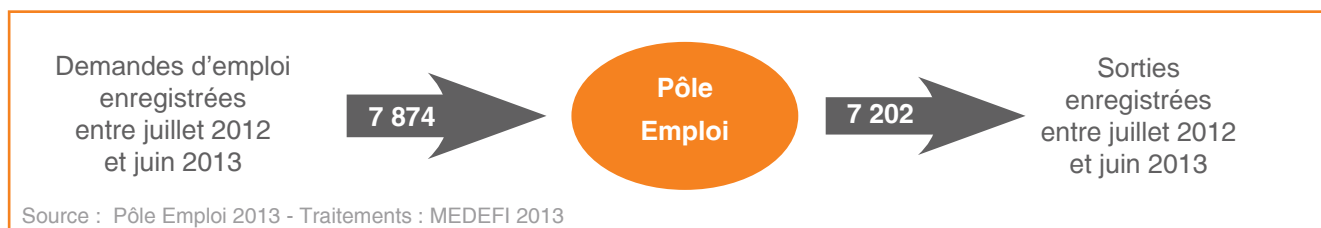
A l'échelle des 8 cantons du Pays de Redon - Bretagne Sud, 2/3 des demandeurs d'emploi résident sur 4 cantons (Redon, Allaire, Pipriac et St.-Nicolas-de-Redon). Cette proportion correspond à la répartition de la population sur le Pays (66% des habitants du territoire résident sur l'un de ces 4 cantons).

La situation de la demande d'emploi (cat. ABC) par canton

	Juin 2013	
Canton de Redon	1 581	22%
Canton de Allaire	1 147	16%
Canton de Pipriac	1 097	15%
Canton de St.-Nicolas	1 045	14%
Canton de La Gacilly	803	11%
Canton de Guéméné-Penfao	634	9%
Canton de Maure-de-Bretagne	597	8%
Canton de Grand-Fougeray	364	5%
Pays de Redon - Bretagne Sud	7 268	100%

Source : Pôle Emploi Juin 2013 - Traitements : MEDEFI 2013

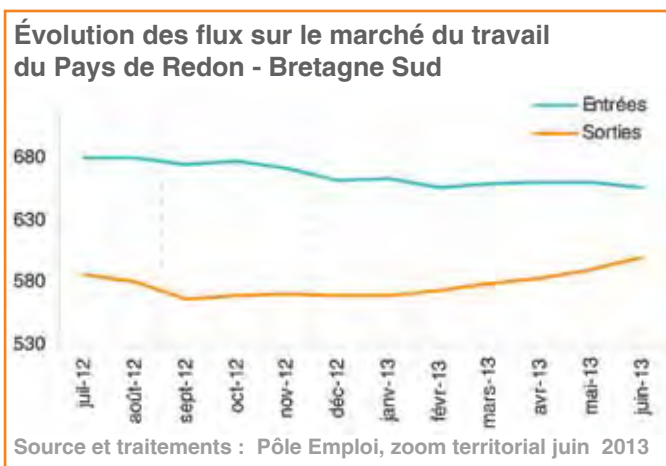
Flux sur le marché du travail (ensemble des catégories Pôle Emploi)



Entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013, 7 874 personnes habitant sur le Pays de Redon - Bretagne Sud se sont inscrites à Pôle Emploi. Sur la même période, 7 202 personnes ont été « désinscrites » des fichiers Pôle Emploi. Le volume d'entrées étant plus important que celui des sorties, le nombre de personnes en recherche d'emploi sur le Pays a augmenté sur cette période.

Au regard du graphique rapportant mensuellement les entrées et les sorties à Pôle emploi, il apparaît qu'à partir de novembre 2012, l'écart entre la courbe des entrées et la courbe des sorties s'amplifie traduisant une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi sur le Pays. Depuis le 1^{er} trimestre 2013, cet écart tend à se resserrer.

Par ailleurs, 25% des inscriptions à Pôle Emploi ont lieu à la fin d'un contrat à durée déterminée. Pour 4% des inscriptions, le motif est un licenciement économique ; cela représentent 277 personnes entre juin 2012 et juin 2013.



Caractéristiques des chercheurs d'emploi sur le Pays de Redon - Bretagne Sud

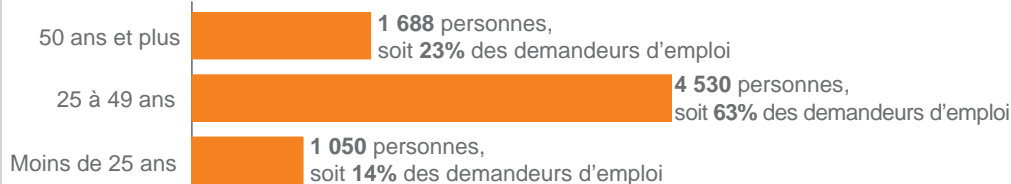
Source : Pôle Emploi, données juin 2013 - Traitements : MEDEFI 2013

7 268 demandeurs d'emploi (Cat. A, B et C)

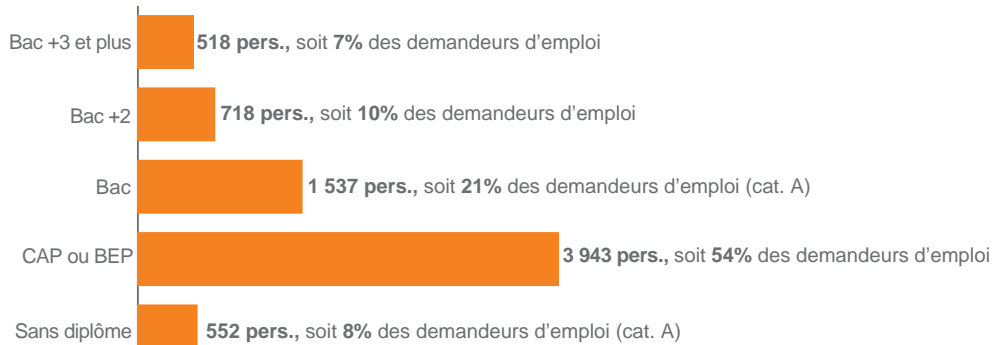
Répartition sexuée des demandeurs d'emploi (catégories A, B et C)



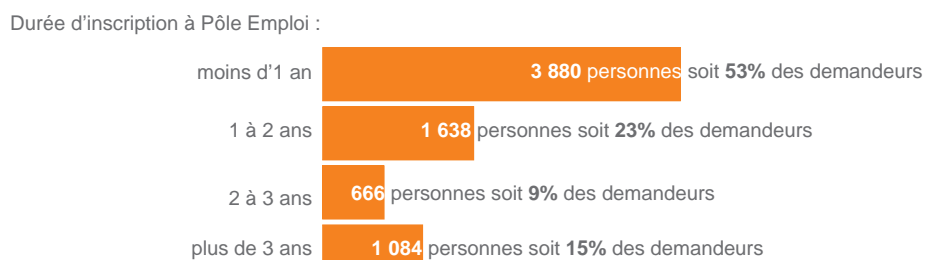
Répartition par tranche d'âge demandeurs d'emploi (catégories A, B et C)



Répartition par niveau de formation des demandeurs d'emploi (catégories A, B et C)



Répartition par durée d'inscription à Pôle Emploi des demandeurs d'emploi (catégories A, B et C)



Part des femmes dans la demande d'emploi par catégorie

	% de femmes par catégorie pour le Pays	% de femmes pour l'Ille-et-Vilaine
Sans activité (A)	49%	48%
En activité réduite (B+C)	56%	56%
Total (A+B+C)	52%	51%

Source : DIRECCTE Bretagne Juin 2013 - Traitements : MEDEFI 2013

Sur le Pays de Redon, 49% des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A sont des femmes.

3 770 femmes sont à la recherche d'un emploi sur le Pays de Redon - Bretagne Sud (cat. A, B et C). Du fait des caractéristiques des emplois proposés sur le territoire (sur-représentation de l'industrie et moindre présence des services), l'accès au marché du travail est plus complexe pour les femmes.

Sur le Pays, tout comme en Ille-et-Vilaine, les femmes sont sur-représentées au sein des catégories B et C (personnes ayant réalisé une activité réduite). Ceci est notamment dû à la présence de femmes réalisant quelques heures dans le cadre d'activités de services à la personne, mais ne parvenant pas à constituer un temps plein. Il s'agit donc là de temps partiel subi.

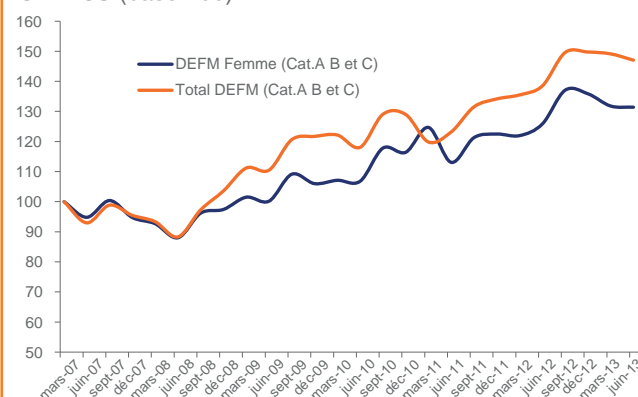
Depuis 2008, la demande d'emploi chez les femmes a augmenté moins fortement que celle de l'ensemble des chercheurs d'emploi. En effet, les hommes ont été fortement touchés par les diminutions d'activité dans l'industrie et plus récemment dans la construction. Néanmoins, la demande d'emploi des femmes reste structurellement importante sur le territoire (52% des demandeurs d'emploi sont des femmes sur le Pays de Redon - Bretagne Sud).

La situation de la demande d'emploi des femmes

	Juin 2013	Évolution sur un an
Sans activité (A)	2053	+ 13,7%
En activité réduite (B+C)	1 717	- 4,9%
Total (A+B+C)	3 770	+ 4,4%

Source : DIRECCTE Bretagne Juin 2013 - Traitements : MEDEFI 2013

Évolution comparée de la demande d'emploi des femmes (base 100)



Source : DIRECCTE Bretagne - Traitements : MEDEFI 2013

Part des jeunes dans la demande d'emploi par catégorie

	% de jeunes par catégorie pour le Pays	% de jeunes pour l'Ille-et-Vilaine
Sans activité (A)	15%	16%
En activité réduite (B+C)	14%	17%
Total (A+B+C)	14%	16%

Source : DIRECCTE Bretagne Juin 2013 - Traitements : MEDEFI 2013

Sur le Pays de Redon, 15% des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A sont des jeunes.

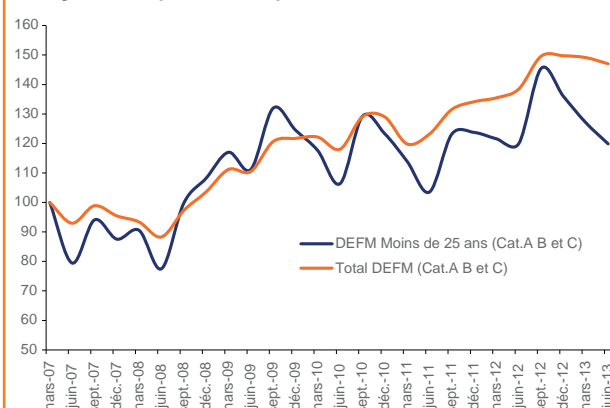
1 050 jeunes (de moins de 25 ans) sont à la recherche d'un emploi sur le Pays de Redon - Bretagne Sud (cat. A, B et C). Cette catégorie est très sensible aux évolutions de la conjoncture. Ainsi, les variations peuvent être très importantes en fonction de la situation économique du territoire. La forte présence de l'intérim sur le Pays accentue cette analyse. En effet, dans un contexte de croissance, l'accès des jeunes au marché du travail est facilité par ce type de recours à l'emploi. Toutefois, en période de décélération de l'activité, ce sont également les premiers concernés. Les jeunes sont donc très sensibles aux variations du niveau d'activité sur le Pays.

La situation de la demande d'emploi des jeunes

	Juin 2013	Évolution sur un an
Sans activité (A)	626	+ 9,1%
En activité réduite (B+C)	424	NC
Total (A+B+C)	1 050	- 0,1%

Sources : Pôle Emploi et DIRECCTE Bretagne Juin 2013
Traitements : MEDEFI 2013

Évolution comparée de la demande d'emploi des jeunes (base 100)



Source : DIRECCTE Bretagne - Traitements : MEDEFI 2013

Attention, les modalités de la variation «âge» ont changé en janvier 2013 ; les données ne peuvent donc pas être comparées à l'édition 2012 du Diagnostic territorial partagé. Pour la réalisation des traitements de cette édition, les données des années antérieures ont été recalculées.

Situation et évolution de la demande d'emploi des seniors (50 ans et plus)

Part des seniors dans la demande d'emploi par catégorie

	% de seniors par catégorie pour le Pays	% de seniors pour l'Ille-et-Vilaine
Sans activité (A)	26%	19%
En activité réduite (B+C)	20%	17%
Total (A+B+C)	23%	18%

Source : DIRECCTE Bretagne Juin 2013 - Traitements : MEDEFI 2013

Sur le Pays de Redon, 26% des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A sont des seniors.

Au 30 juin 2013, 1 688 personnes de 50 ans et plus sont à la recherche d'un emploi sur le Pays (cat. A, B et C). Cette catégorie est plus présente sur le Pays de Redon - Bretagne Sud que sur l'Ille-et-Vilaine : 23% de la demande d'emploi totale sur le Pays contre 18% en Ille-et-Vilaine, soit 5 points de plus. La demande d'emploi chez les 50 ans et plus a fortement augmenté sur les dernières années. En effet, fin 2009, les seniors ont été touchés par la crise économique à travers des licenciements économiques, des fins de CDD et des ruptures conventionnelles. Les entreprises étant de plus en plus dans une recherche de flexibilité, le retour à l'emploi durable, tout particulièrement pour ce public, s'annonce complexe.

Il faut également souligner qu'à compter du 1^{er} janvier 2012, la dispense de recherche d'emploi sont supprimés. Ce dispositif continue de s'appliquer aux bénéficiaires en cours, mais plus aucune entrée n'est possible. Cette évolution contribue à expliquer la progression marquée de la courbe des demandeurs d'emploi seniors entre décembre 2011 et mars 2012 (+161 personnes alors qu'à la même période l'année précédente, l'augmentation était de 33 personnes).

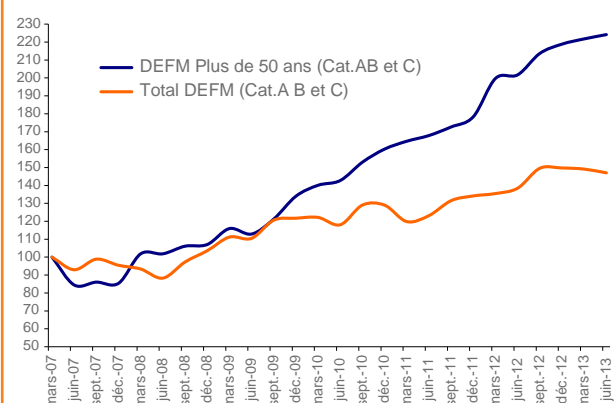
Globalement, lorsque l'âge augmente, les retours à l'emploi deviennent de moins en moins fréquents. Selon l'étude de la DARES « Rechercher et retrouver un emploi après 55 ans », alors qu'à 30 ans, sur la période 2009 - 2011, 25% des personnes sans emploi ont retrouvé un emploi un an après, à 45 ans, elles ne sont plus que 19%, et à 55 ans 8%.

La situation de la demande d'emploi des seniors

	Juin 2013	Évolution sur un an
Sans activité (A)	1 069	+ 12,2%
En activité réduite (B+C)	619	NC
Total (A+B+C)	1 688	+ 11,1%

Sources : Pôle Emploi et DIRECCTE Bretagne Juin 2013
Traitements : MEDEFI 2013

Évolution comparée de la demande d'emploi des seniors (base 100)



Source : DIRECCTE Bretagne - Traitements : MEDEFI 2013

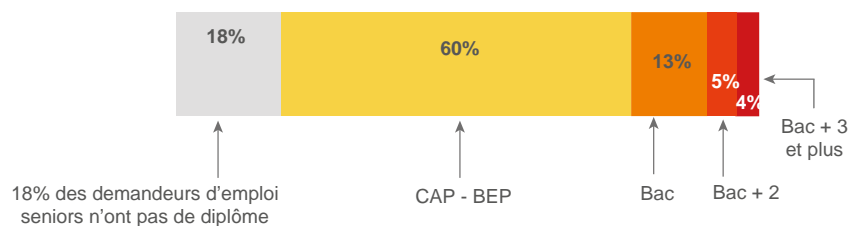
Attention, les modalités de la variation «âge» ont changé en janvier 2013 ; les données ne peuvent donc pas être comparées à l'édition 2012 du Diagnostic territorial partagé. Pour la réalisation des traitements de cette édition, les données des années antérieures ont été recalculées.

Répartition des demandeurs d'emploi seniors par durée d'inscription à Pôle Emploi

Moins de 6 mois	389 pers., soit 23%
6 mois à 1 an	280 pers., soit 17%
1 à 2 ans	371 pers., soit 22%
Plus de 2 ans	648 pers., soit 38%

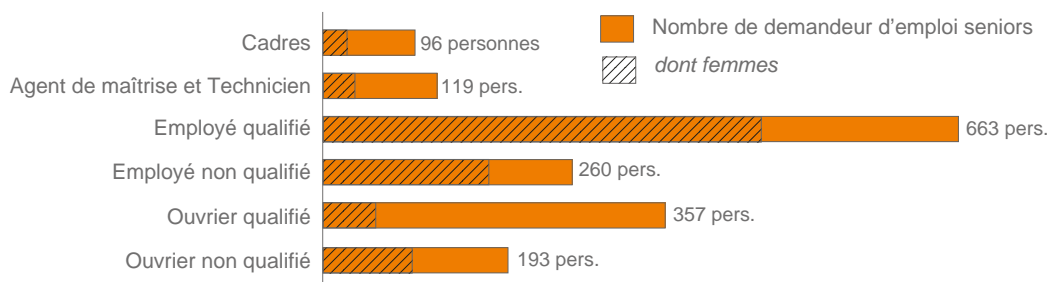
Source : Pôle Emploi juin 2013 - Traitements : MEDEFI 2013

Répartition des demandeurs d'emploi seniors par niveau de formation



Source : Pôle Emploi Juin 2013 - Traitements : MEDEFI 2013

Répartition des demandeurs d'emploi seniors par niveau de qualification



Source : Pôle Emploi Juin 2013 - Traitements : MEDEFI 2013

En moyenne, les demandeurs d'emploi de 50 ans et plus disposent d'un niveau de formation inférieur à l'ensemble des demandeurs d'emploi du territoire :

- 18% des demandeurs d'emploi seniors n'ont pas de diplôme contre 8% pour l'ensemble des DEFM ;
- 60% des demandeurs d'emplois seniors ont un niveau V (CAP - BEP) contre 54% pour l'ensemble des DEFM ;
- 22% des demandeurs d'emploi seniors disposent d'un Bac ou d'une formation supérieure au Bac contre 38% pour l'ensemble des DEFM.

Malgré un niveau de formation plus faible, la distribution par niveau de qualification de demandeurs d'emploi seniors se rapproche de la répartition des l'ensemble des DEFM du Pays. Ainsi, les catégories où apparaissent des différenciations sont :

- les employés qualifiés où l'on retrouve 39% des DEFM seniors contre 43% pour l'ensemble de la demande d'emploi ;
- les cadres où l'on retrouve 6% des DEFM seniors contre 3% pour l'ensemble de la demande d'emploi.

Les 10 premiers métiers recherchés par les demandeurs d'emploi seniors (code ROME d'inscription)

Métiers	Nombre	% seniors
Assistance auprès d'enfants	144	9%
Services domestiques	90	5%
Montage-assemblage mécanique	77	5%
Opérations manuelles d'assemblage, tri ou emballage	75	4%
Nettoyage de locaux	59	3%
Magasinage et préparation de commandes	45	3%
Entretien des espaces verts	43	3%
Conduite de transport de marchandises sur longue distance	42	2%
Assistance auprès d'adultes	34	2%
Conduite d'engins de déplacement des charges	30	2%

Source : Pôle Emploi, Juin 2013 - Traitements : MEDEFI 2013

Situation et évolution de la demande d'emploi des Demandeurs d'Emploi de Longue Durée (DELD)

Part des DELD dans la demande d'emploi par catégorie

	% des DELD par catégorie pour le Pays	% des DELD pour l'Ille-et-Vilaine
Sans activité (A)	40%	34%
En activité réduite (B+C)	55%	47%
Total (A+B+C)	47%	39%

Source : DIRECCTE Bretagne Juin 2013 - Traitements : MEDEFI 2013

Sur le Pays de Redon, 40% des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A sont des DELD.

3 388 personnes sont à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an sur le Pays (cat. A, B et C). Cette catégorie est importante sur le territoire puisqu'elle est de 8 points supérieure au département d'Ille-et-Vilaine. De plus, 1/3 des demandeurs d'emploi de longue durée du Pays est inscrit à Pôle Emploi depuis plus de 3 ans.

La demande d'emploi de longue durée progresse fortement sur le territoire. Depuis 1 an, le nombre de DELD a augmenté de 16%, soit 463 personnes. Ce sont les personnes sans aucune activité (cat. A) qui ont le plus progressé avec une augmentation de 31% sur la période.

La typologie par tranche d'âge des DELD se dessinent ainsi :

- 7% ont moins de 25 ans, ce qui représente 236 jeunes, soit 22% des demandeurs d'emploi de la tranche d'âge ;

- 62% ont de 26 à 49 ans, soit 2 089 personnes et 46% de la tranche d'âge ;

- 31% ont 50 ans et plus, soit 1 063 personnes. Les seniors représentent 31% des demandeurs de longue durée mais 63% de la classe d'âge. Les seniors sont donc particulièrement touchés par la demande d'emploi de longue durée.

52% des demandeurs d'emploi de longue durée sont des femmes. Homme ou femme, la répartition par tranche d'âge est identique.

La problématique du chômage de longue durée est très prégnante sur le Pays d'autant qu'elle se combine à des moyennes d'âge importantes.

La situation de la demande d'emploi des DELD

	Juin 2013	Évolution sur un an
Sans activité (A)	1 686	+ 30,9%
En activité réduite (B+C)	1 702	+ 3,9%
Total (A+B+C)	3 388	+ 15,8%

Source : DIRECCTE Bretagne Juin 2013
Traitements : MEDEFI 2013

Part des DELD (cat. A, B et C) par tranche d'âge

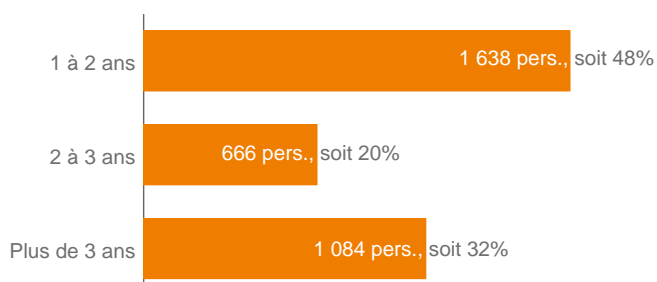
Moins de 25 ans	22%	78%
26 à 49 ans	46%	54%
50 ans et plus	63%	37%

Demandeurs d'emploi de moins d'un an
 Demandeurs d'emploi de plus d'un an

Source : Pôle Emploi juin 2013 - Traitements : MEDEFI 2013

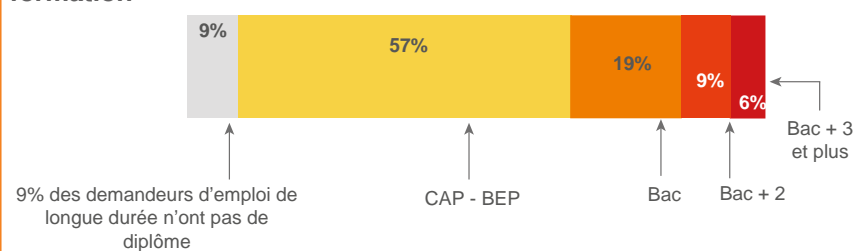
63% des demandeurs d'emploi de 50 ans et plus sont des demandeurs d'emploi de longue durée.

Répartition des demandeurs d'emploi de longue durée par durée d'inscription à Pôle Emploi



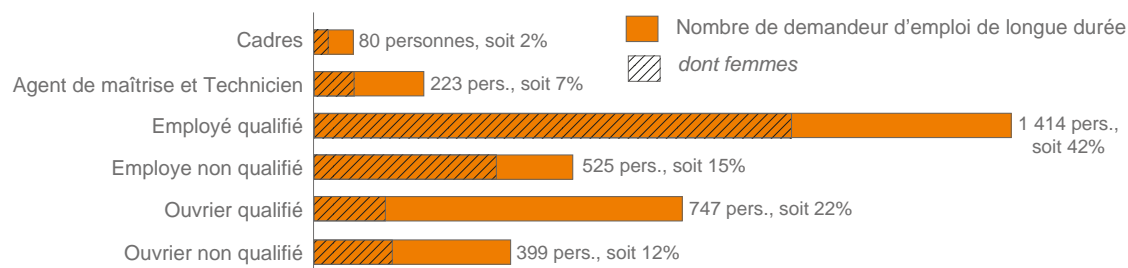
Source : Pôle Emploi juin 2013 - Traitements : MEDEFI 2013

Répartition des demandeurs d'emploi de longue durée par niveau de formation



Source : Pôle Emploi Juin 2013 - Traitements : MEDEFI 2013

Répartition des demandeurs d'emploi de longue durée par niveau de qualification



Source : Pôle Emploi Juin 2013 - Traitements : MEDEFI 2013

Les 10 premiers métiers recherchés par les demandeurs d'emploi de longue durée (code ROME d'inscription)

Métiers	Nombre	% DELD
Assistance auprès d'enfants	257	8%
Opérations manuelles d'assemblage, tri ou emballage	191	6%
Montage-assemblage mécanique	164	5%
Magasinage et préparation de commandes	129	4%
Services domestiques	122	4%
Conduite d'engins de déplacement des charges	110	3%
Nettoyage de locaux	109	3%
Manutention manuelle de charges	75	2%
Entretien des espaces verts	74	2%
Secrétariat	65	2%

Source : Pôle Emploi, Juin 2013 - Traitements : MEDEFI 2013

Les travaux en atelier

L'atelier « Regards croisés » du 18 novembre 2013 à La Gacilly a permis de travailler sur le thème de « l'accompagnement des Demandeurs d'Emploi de Longue Durée ». Les structures représentées pour ce temps d'échanges étaient :

- le Conseil de Développement du Pays de Redon - Bretagne Sud ;
- le GEIQ Entraide Rurale ;
- le GIP du Pays de Redon - Bretagne Sud ;
- la Sous - Préfecture de Redon ;
- Adiph Cap Emploi 35 ;
- l'entreprise Françoise Saget ;
- l'agence d'emploi Synergie ;
- la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) ;
- le PAE de Pipriac ;
- la CAE Inter'activ ;
- la MEDEFI.



Le thème de l'accompagnement des demandeurs d'emploi de longue durée nécessite avant tout d'aborder deux notions distinctes :

- les demandeurs d'emploi de longue durée ;
- l'accompagnement.

Sur le 1^{er} volet, l'atelier a débuté avec la réalisation d'un quizz contenant des questions sur les caractéristiques principales des demandeurs d'emploi de longue durée :

- quelle est la proportion de demandeurs d'emploi de longue durée (DELD) sur le Pays de Redon – Bretagne Sud ?
- quel est le nombre de personnes que cela représente ?
- quelle est la proportion de femmes chez les DELD ?
- quelle est la proportion de DELD sans aucun diplôme ?



Le 2^{ème} volet de l'atelier a permis d'échanger sur la notion d'accompagnement :

- qu'est-ce que l'accompagnement ?
- y a-t-il des spécificités dans l'accompagnement des DELD ?
- faut-il différencier les accompagnements ?

Les participants ont souligné plusieurs points, plusieurs facettes quasi incontournables pour faire de l'accompagnement :

- **Accueillir physiquement les personnes** : le contact humain a été souligné comme un préalable incontournable à tout accompagnement. Cela est d'autant plus vrai pour des personnes en rupture longue avec le marché du travail.
- **Redonner confiance** est un objectif central de tout accompagnement et particulièrement pour des demandeurs d'emploi de longue durée. La confiance a été présentée ici comme un moyen pour permettre aux personnes de prendre ou de reprendre leurs propres décisions, faire leurs propres choix pour construire leur projet professionnel.

- **Personnaliser l'accompagnement** pour adapter sa posture au parcours de vie de la personne. En effet, malgré les typologies réalisées pour le traitement statistique de la demande d'emploi (longue durée, jeunes, seniors, ...), chaque personne a son vécu et ses difficultés. Personnaliser l'accompagnement c'est ainsi adapter les méthodes, les outils mais aussi les temps d'accompagnement.

- **Faire découvrir les métiers**, l'alternance et permettre la mise en situation pour faciliter d'un côté, la découverte de l'entreprise et des métiers et de l'autre, l'évaluation sur poste et non plus seulement sur CV ou sur entretien. Cette posture permet également de redonner confiance en remettant en contact direct et opérationnel le demandeur d'emploi et le chef d'entreprise. Le recours à des mises en situation (test d'aptitude, test d'habileté,...) sur certains postes permettrait de diminuer la distorsion entre méthode de recherche d'emploi et de recrutement.

- **Sortir des préjugés** et des représentations. Les typologies et catégories de demandeurs d'emploi (DELD, senior, ...) stigmatisent les personnes. La

question des préjugés est, quelle que soit la catégorie discriminée, complexe. Parmi tous les outils pour lutter contre les exclusions, la rencontre directe entre le demandeur d'emploi et le chef d'entreprise reste un moyen efficace pour « casser les préjugés ».

• **Organiser le maillage des partenaires sur le territoire.** Les bouleversements à l'œuvre dans l'économie, les évolutions des structurations d'entreprise, les nouvelles formes d'organisation du travail, la montée du chômage de masse,... font que le monde du travail vit de profondes mutations. L'accompagnement des demandeurs d'emploi doit donc s'adapter à ces nouvelles pratiques et se structurer en réseau pour favoriser l'inter-connaissance et le travail en partenariat. Ce type de plate-forme multi-partenaire existe déjà dans d'autres domaines (santé, création d'activité, ...), elle pourrait être un levier intéressant pour fluidifier l'accompagnement et adapter

les pratiques aux besoins.

Enfin, en guise d'ouverture, la notion d' « inclusion » a été proposée au débat. En effet, ce terme apparaît peu à peu dans les discours ; il a été utilisé par le Gouvernement pour nommer « le plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale » adopté le 21 janvier 2013 lors de la réunion du Comité interministériel de lutte contre les exclusions (Cile).

La notion d'inclusion permet d'envisager une nouvelle façon d'aborder l'insertion. En effet, l'objet n'est pas de « faire à la place de » mais de « donner les moyens de faire ».

Au-delà d'un nouveau terme, la notion d'inclusion apporte une nouvelle approche et un changement de dimension dans les stratégies d'insertion sur un territoire.

Proposition de deux définitions de l'inclusion sociale

L'inclusion sociale consiste à faire en sorte que tous les enfants et adultes aient les moyens de participer en tant que membres valorisés, respectés et contribuant à leur communauté et à la société...

Cinq pierres angulaires ont été identifiées :

- la reconnaissance valorisée ;
- les opportunités de développement humain ;
- l'implication et l'engagement ;
- la proximité ;
- le bien-être matériel.

Source : Laidlaw Foundation (Toronto, Canada)

L'inclusion sociale est le processus par lequel des efforts sont faits afin de s'assurer que tous, peu importe leurs expériences et circonstances, peuvent réaliser leur potentiel dans la vie (...). Une société inclusive est (...) caractérisée par des efforts pour réduire les inégalités, par un équilibre entre les droits et les devoirs individuels, et par une cohésion accrue.»

Source : Centre for Economics and Social Inclusion traduction

Situation de la demande d'emploi des demandeurs d'emploi en situation de handicap

Au 30 juin 2013, Pôle Emploi recense 618 demandeurs d'emploi (cat. A, B et C) reconnus travailleurs handicapés sur le Pays de Redon - Bretagne Sud, soit 8,5% de l'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits. 73% des demandeurs d'emploi en situation de handicap sont inscrits en catégorie A alors que pour l'ensemble

des demandeurs d'emploi, cette proportion est de 54%. La part des demandeurs d'emploi de longue durée chez les demandeurs d'emploi en situation de handicap est également plus forte puisque 58% d'entre eux recherchent un emploi depuis plus d'un an (contre 47% pour l'ensemble des demandeurs d'emploi).

Pour prolonger la réflexion...

Comment aborder de manière globale et structurelle la question de la demande d'emploi de longue durée et du chômage des seniors sur le territoire ?

Comment encourager et favoriser les mobilités pour tous : déplacements, mais aussi évolutions professionnelles, accès aux TIC (Technologies de l'Information et de la Communication), ... ?

Caractéristiques des offres d'emploi

Situation globale des offres d'emploi

Sur le premier trimestre 2013, Pôle Emploi a collecté 1 113 offres d'emploi sur le Pays de Redon - Bretagne Sud. Il faut souligner que les offres recensées par Pôle Emploi représentent en moyenne 30% de l'ensemble des offres disponibles sur un territoire.

Le volume d'offres collectées sur ce début d'année est moins important que sur les années précédentes (1 881 offres sur le premier semestre 2011 et 1 373 offres sur le deuxième semestre 2012). Il est similaire à celui constaté en 2010, qui était une année creuse.

Sur 1 an, entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013, **2 123 offres d'emploi ont été déposées à Pôle Emploi pour le Pays de Redon - Bretagne Sud**. Sur la même période en 2011 - 2012, ce volume était de 2 774 offres. Pôle Emploi a donc collecté 651 offres de moins entre ces deux périodes, soit une diminution du volume des offres déposées de 31%.

Plus de la moitié des offres sont des contrats temporaires (de 1 à 6 mois). Ce type de contrat est sur-représenté sur notre territoire du fait de la présence importante de l'intérim.

Les offres durables (contrats de plus de 6 mois) représentent 41% des offres. La majorité des offres durables ont été déposées pour des contrats concernant le secteur de la distribution et de la vente (217 offres durables, soit 56% des propositions du secteur).

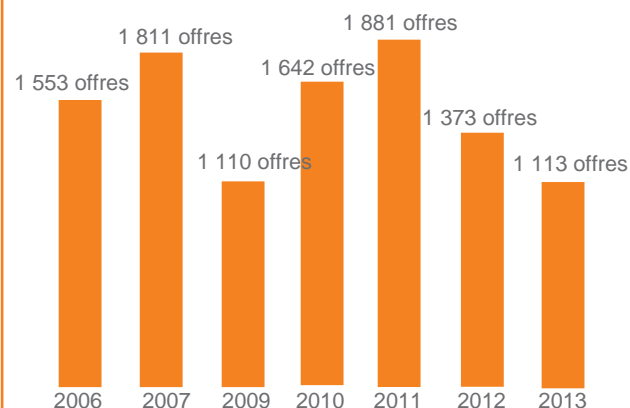
27% des offres déposées concernaient des contrats à temps partiel. Il est à noter que deux secteurs concentrent près de 61% des offres à temps partiel : « les services à la personne et à la collectivité » et l'« Hôtellerie - restauration, tourisme, loisirs et animation ».

Offre durable : contrat de plus de 6 mois

Offre temporaire : contrat de 1 à 6 mois

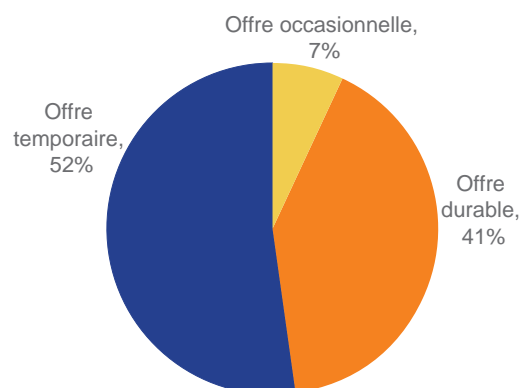
Offre occasionnelle : contrat de moins d'un mois

Évolution du nombre d'offres déposées à Pôle Emploi au 1^{er} semestre de chaque année

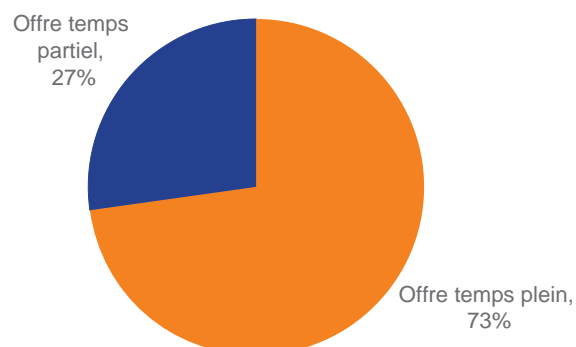


Source : Pôle Emploi - Traitements : MEDEFI 2013

Répartition des offres d'emploi par durée du contrat



Répartition des offres d'emploi par temps de travail



Source : Pôle Emploi, offres déposées du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 - Traitements : MEDEFI 2013

Caractéristiques de l'offre et de la demande d'emploi par métier

Les offres d'emploi enregistrées à Pôle Emploi représentent environ 30% de l'ensemble des offres ; cette proportion varie selon les métiers et les secteurs d'activité. Les données présentées ci-dessous ne représentent donc qu'une partie du marché réel.

Les métiers de l'agriculture

341 demandeurs d'emploi
inscrits à Pôle Emploi au 30 juin 2013

Demandeurs d'emploi	Nb
Entrants*	424
Sortants*	403

*entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013

Les principaux métiers recherchés (nombre de demandeurs d'emploi au 30 juin 2013 par code ROME d'inscription)

	Nb demandeurs
Entretien des espaces verts	136
Entretien des espaces naturels	33
Horticulture et maraîchage	22
Polyculture, élevage	19
Conduite d'engins d'exploitation agricole et forestière	17
Élevage bovin ou équin	17

107 offres collectées

par Pôle Emploi entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013

Offres	Nb	%	Offres	Nb	%
Durables	55	51%	Temps plein	75	70%
Temporaires	47	44%	Temps partiel	32	30%
Occasionnelles	5	5%			

Les principaux métiers proposés (nombre d'offres collectées par Pôle Emploi entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013)

	Nb offres
Entretien des espaces verts	33
Polyculture, élevage	32
Entretien des espaces naturels	12

Les métiers du commerce et de la vente

875 demandeurs d'emploi
inscrits à Pôle Emploi au 30 juin 2013

Demandeurs d'emploi	Nb
Entrants*	1 179
Sortants*	1 046

*entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013

Les principaux métiers recherchés (nombre de demandeurs d'emploi au 30 juin 2013 par code ROME d'inscription)

	Nb demandeurs
Vente en habillement et accessoires de la personne	127
Mise en rayon libre-service	122
Personnel de caisse	84
Vente en alimentation	61
Assistanat commercial	61
Vente en décoration et équipement du foyer	56

390 offres collectées

par Pôle Emploi entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013

Offres	Nb	%	Offres	Nb	%
Durables	217	56%	Temps plein	313	80%
Temporaires	160	41%	Temps partiel	77	20%
Occasionnelles	13	3%			

Les principaux métiers proposés (nombre d'offres collectées par Pôle Emploi entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013)

	Nb offres
Téléconseil et télévente	71
Vente en décoration et équipement du foyer	41
Relation commerciale auprès de particuliers	38
Soins esthétiques et corporels	30
Vente en alimentation	22
Assistanat commercial	20

Les métiers de la construction

680 demandeurs d'emploi

inscrits à Pôle Emploi au 30 juin 2013

Demandeurs d'emploi	Nb
Entrants*	923
Sortants*	798

*entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013

Les principaux métiers recherchés (nombre de demandeurs d'emploi au 30 juin 2013 par code ROME d'inscription)

	Nb demandeurs
Maçonnerie	85
Peinture en bâtiment	69
Électricité bâtiment	62
Installation d'équipements sanitaires et thermiques	52
Montage d'agencements	49
Conduite d'engins de terrassement et de carrière	48
Préparation du gros œuvre et des travaux publics	39

233 offres collectées

par Pôle Emploi entre le 1^{er} juillet 2012 et 30 juin 2013

Offres	Nb	%	Offres	Nb	%
Durables	67	29%	Temps plein	230	99%
Temporaires	154	66%	Temps partiel	3	1%
Occasionnelles	12	5%			

Les principaux métiers proposés (nombre d'offres collectées par Pôle Emploi entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013)

	Nb offres
Maçonnerie	59
Conduite d'engins de terrassement et de carrière	19
Conduite de travaux du BTP	16
Montage d'agencements	14
Installation d'équipements sanitaires et thermiques	13
Peinture en bâtiment	13

Les métiers de l'hôtellerie et de la restauration

437 demandeurs d'emploi

inscrits à Pôle Emploi au 30 juin 2013

Demandeurs d'emploi	Nb
Entrants*	667
Sortants*	610

*entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013

Les principaux métiers recherchés (demandeurs)

	Nb demandeurs
Service en restauration	81
Personnel de cuisine	75
Personnel polyvalent en restauration	46
Animation de loisirs auprès d'enfants ou d'adolescents	37
Éducation en activités sportives	34
Café, bar brasserie	34
Plonge en restauration	29

271 offres collectées

par Pôle Emploi entre le juillet 2012 et juin 2013

Offres	Nb	%	Offres	Nb	%
Durables	104	38%	Temps plein	144	53%
Temporaires	109	40%	Temps partiel	127	47%
Occasionnelles	58	22%			

Les principaux métiers proposés (offres)

	Nb offres
Personnel de cuisine	64
Service en restauration	61
Animation de loisirs auprès d'enfants ou d'adolescents	41
Personnel polyvalent en restauration	41
Fabrication de crêpes ou pizzas	12
Éducation en activités sportives	10
Plonge en restauration	10

Les métiers de l'industrie

1 225 demandeurs d'emploi

inscrits à Pôle Emploi au 30 juin 2013

Demandeurs d'emploi	Nb
Entrants*	1 017
Sortants*	956

*entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013**Les principaux métiers recherchés** (nombre de demandeurs d'emploi au 30 juin 2013 par code ROME d'inscription)

	Nb demandeurs
Opérations manuelles d'assemblage, tri ou emballage	293
Montage-assemblage mécanique	263
Conduite d'équipement de production alimentaire	89
Réalisation de menuiserie bois et tonnellerie	79
Conduite d'équipement de conditionnement	51
Soudage manuel	42

262 offres collectéespar Pôle Emploi entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013

Offres	Nb	%	Offres	Nb	%
Durables	61	23%	Temps plein	262	100%
Temporaires	193	74%	Temps partiel	0	0%
Occasionnelles	8	3%			

Les principaux métiers proposés (nombre d'offres collectées par Pôle Emploi entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013)

	Nb offres
Montage-assemblage mécanique	34
Chaudronnerie - tôlerie	29
Réalisation de menuiserie bois et tonnellerie	25
Soudage manuel	23
Conduite d'équipement d'usinage	15
Conduite d'équipement de formage et découpage des matériaux	13

Les métiers de l'installation et de la maintenance

240 demandeurs d'emploi

inscrits à Pôle Emploi au 30 juin 2012

Demandeurs d'emploi	Nb
Entrants*	318
Sortants*	305

*entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013**Les principaux métiers recherchés** (nombre de demandeurs d'emploi au 30 juin 2013 par code ROME d'inscription)

	Nb demandeurs
Maintenance des bâtiments et des locaux	61
Mécanique automobile	38
Installation et maintenance d'équipements industriels et d'exploitation	28
Maintenance informatique et bureautique	26
Réparation de cycles, motocycles et motoculteurs de loisirs	12

114 offres collectéespar Pôle Emploi entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013

Offres	Nb	%	Offres	Nb	%
Durables	56	49%	Temps plein	111	97%
Temporaires	55	48%	Temps partiel	3	3%
Occasionnelles	3	3%			

Les principaux métiers proposés (nombre d'offres collectées par Pôle Emploi entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013)

	Nb offres
Mécanique automobile	30
Installation et maintenance d'équipements industriels et d'exploitation	25
Maintenance des bâtiments et des locaux	19
Maintenance mécanique industrielle	6

Les métiers de la santé

272 demandeurs d'emploi

inscrits à Pôle Emploi au 30 juin 2013

Demandeurs d'emploi	Nb
Entrants*	440
Sortants*	422

*entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013

Les principaux métiers recherchés (nombre de demandeurs d'emploi au 30 juin 2013 par code ROME d'inscription)

	Nb demandeurs
Personnel polyvalent des services hospitaliers	162
Soins d'hygiène, de confort du patient	27
Conduite de véhicules sanitaires	25
Aide en puériculture	11
Soins infirmiers généralistes	10

169 offres collectées

par Pôle Emploi entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013

Offres	Nb	%	Offres	Nb	%
Durables	73	43%	Temps plein	105	62%
Temporaires	85	50%	Temps partiel	64	38%
Occasionnelles	11	7%			

Les principaux métiers proposés (nombre d'offres collectées par Pôle Emploi entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013)

	Nb offres
Soins d'hygiène, de confort du patient	45
Soins infirmiers généralistes	36
Personnel polyvalent des services hospitaliers	31
Coordination de services médicaux ou paramédicaux	10
Médecine généraliste et spécialisée	9

Les métiers des services à la personne et à la collectivité

1 403 demandeurs d'emploi

inscrits à Pôle Emploi au 30 juin 2013

Demandeurs d'emploi	Nb
Entrants*	1 277
Sortants*	1 174

*entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013

Les principaux métiers recherchés (nombre de demandeurs d'emploi au 30 juin 2013 par code ROME d'inscription)

	Nb demandeurs
Assistance auprès d'enfants	476
Services domestiques	229
Nettoyage de locaux	184
Assistance auprès d'adultes	120
Éducation et surveillance au sein d'établissements d'enseignement	42
Sécurité et surveillance privées	41

314 offres collectées

par Pôle Emploi entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013

Offres	Nb	%	Offres	Nb	%
Durables	131	42%	Temps plein	90	29%
Temporaires	152	48%	Temps partiel	224	71%
Occasionnelles	31	10%			

Les principaux métiers proposés (nombre d'offres collectées par Pôle Emploi entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013)

	Nb offres
Nettoyage de locaux	64
Assistance auprès d'enfants	46
Services domestiques	33
Assistance auprès d'adultes	26
Éducation et surveillance au sein d'établissements d'enseignement	24
Sécurité et surveillance privées	18

Les métiers de support à l'entreprise

580 demandeurs d'emploi
inscrits à Pôle Emploi au 30 juin 2013

Demandeurs d'emploi	Nb
Entrants*	586
Sortants*	532

*entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013

Les principaux métiers recherchés (nombre de demandeurs d'emploi au 30 juin 2013 par code ROME d'inscription)

	Nb demandeurs
Secrétariat	136
Comptabilité	72
Opérations administratives	57
Accueil et renseignements	43
Secrétariat comptable	39
Assistanat de direction	32

94 offres collectées

par Pôle Emploi entre le 1^{er} juillet 2012 et juin 2013

Offres	Nb	%	Offres	Nb	%
Durables	48	51%	Temps plein	68	72%
Temporaires	40	43%	Temps partiel	26	28%
Occasionnelles	6	6%			

Les principaux métiers proposés (nombre d'offres collectées par Pôle Emploi entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013)

	Nb offres
Comptabilité	26
Secrétariat	12
Assistanat de direction	8
Opérations administratives	8
Conduite d'enquêtes	7
Accueil et renseignements	6

Les métiers du transport et de la logistique

837 demandeurs d'emploi
inscrits à Pôle Emploi au 30 juin 2013

Demandeurs d'emploi	Nb
Entrants*	708
Sortants*	666

*entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013

Les principaux métiers recherchés (nombre de demandeurs d'emploi au 30 juin 2013 par code ROME d'inscription)

	Nb demandeurs
Magasinage et préparation de commandes	216
Conduite d'engins de déplacement des charges	171
Conduite de transport de marchandises sur longue distance	141
Manutention manuelle de charges	126
Conduite et livraison par tournées sur courte distance	75
Conduite de transport en commun sur route	37

146 offres collectées

par Pôle Emploi entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013

Offres	Nb	%	Offres	Nb	%
Durables	48	33%	Temps plein	134	92%
Temporaires	94	64%	Temps partiel	12	8%
Occasionnelles	4	3%			

Les principaux métiers proposés (nombre d'offres collectées par Pôle Emploi entre le 1^{er} juillet 2012 et le 30 juin 2013)

	Nb offres
Conduite de transport de marchandises sur longue distance	40
Magasinage et préparation de commandes	33
Conduite d'engins de déplacement des charges	27
Conduite et livraison par tournées sur courte distance	16
Intervention technique d'exploitation logistique	7

Les jeunes

Deux Missions Locales interviennent sur le Pays de Redon - Bretagne Sud : celle de Rennes pour la Communauté de communes du Pays de Maure-de-Bretagne et celle de Redon pour le reste du territoire.

2 264 jeunes sont été suivis par les Missions Locales* de Rennes ou de Redon sur le Pays de Redon. Les Missions locales intervenant sur le territoire ont également reçu 815 jeunes en 1^{er} accueil sur l'année 2012.

Au sein du public suivi par la Mission Locale, les jeunes femmes sont plus fortement représentées (55% des jeunes suivis et 51% des 1^{er} accueil sont des femmes alors que dans la population, les femmes de 16 à 25 ans représentent 48% de cette tranche d'âge).

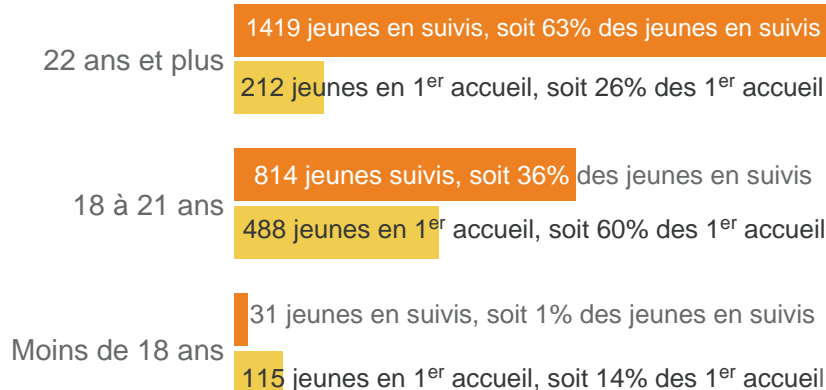
63% des jeunes suivis ont plus de 22 ans. Les jeunes reçu en 1^{er} accueil sont plus jeunes puisque 74% ont moins de 22 ans.

Jeune suivi : personne ayant eu au moins une actualité (courrier, mail, rendez-vous, ...) dans les 12 derniers mois

Première accueil : Jeunes accueillis pour la première fois à la Mission Locale

*décembre 2012

Répartition par tranche d'âge des premiers accueils et des jeunes suivis par la Mission Locale



Sources : Missions Locales de Redon et Rennes, décembre 2012 - Traitements : MEDEFI 2013

Les allocataires du rSa (revenu de solidarité active) et de l'AAH (Allocation aux Adultes Handicapés)

Les allocataires du rSa (revenu de solidarité active)

Le revenu de solidarité active (rSa), en vigueur depuis le 1^{er} juin 2009 en France métropolitaine remplace le Revenu Minimum d'Insertion (RMI), l'Allocation de Parent Isolé (API) et les dispositifs associés d'intéressement à la reprise d'activité. Le rSa apporte également un complément de revenu à des travailleurs pauvres qui n'auraient pas pu bénéficier de ces aides. Par sa double fonction, le rSa se décline en deux volets :

- le rSa minima social (ou socle) qui correspond aux anciennes prestations RMI (Revenu Minimum d'Insertion), API (Allocation Parent Isolé).
- le rSa prestation légale (ou activité). Cette dernière allocation, si elle est touchée seule, n'est pas considérée comme un minima social.

Les deux volets du rSa peuvent, selon la situation de l'allocataire se cumuler.



Répartition des allocataires du rSa selon le type de prestation

	Pays de Redon - Bretagne Sud		Ille-et-Vilaine
	Nb allocataires	%	
rSa « minima social » (socle)	1 130	58%	55%
rSa « minima social » et « prestation légale » (socle et activité)	230	12%	15%
rSa « prestation légale » (activité)	573	30%	30%
Total	1 933	100%	100%

Sources : CAF du Morbihan 2012, CAF d'Ille-et-Vilaine - Fileasc 2012, CAF de Loire-Atlantique 2012
Traitements : MEDEFI 2013

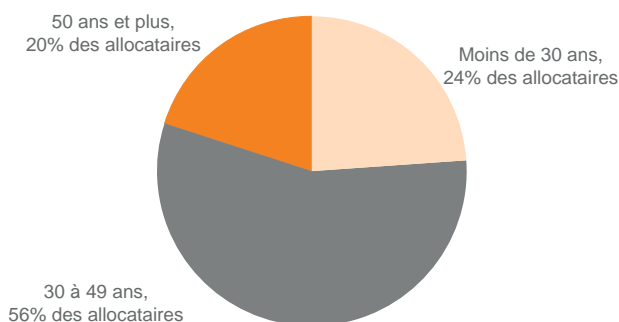
Fin décembre 2012, les CAF des départements d'Ille-et-Vilaine, de Loire-Atlantique et du Morbihan recensaient 1 360 bénéficiaires relevant du rSa « minima social » (1 130 percevant le rSa minima social seul et 230 touchant le rSa minima social et le rSa prestation légale) sur le Pays de Redon - Bretagne Sud.

Sur 1 an (décembre 2011 - décembre 2012), le nombre d'allocataires du rSa a augmenté de 10% sur le territoire soit + 178 allocataires ; sur la même période en Ille-et-Vilaine, l'augmentation a été de +7%. Que ce soit sur le département ou le Pays, ce sont les allocataires du rSa « minima social » qui ont le plus fortement augmenté : +15% sur le Pays et +17% sur le département.

Sur le Pays de Redon - Bretagne Sud, la proportion des allocataires du rSa diffère sur le territoire. C'est sur la partie ligérienne du Pays que la proportion des bénéficiaires est la plus importante :

- 6,1% des ménages des communes Loire-Atlantique du Pays touchent le rSa (prestation légale et minima social), contre 3,8% sur la partie morbihannaise du Pays.
- 4,2% des ménages des communes ligériennes du Pays perçoivent le rSa « minima social » (avec ou sans de complément « activité »), contre 2,7% sur la partie morbihannaise du territoire (et 3,4% en Ille-et-Vilaine).

Répartition des allocataires du rSa (socle et activité) par tranche d'âge



Sources : CAF du Morbihan 2012, CAF de Loire-Atlantique 2012
CAF d'Ille-et-Vilaine - Fileasc 2012,
Traitements : MEDEFI 2013

Le Pays de Redon - Bretagne Sud compte 1 933 allocataires du rSa (socle et/ou activité). 56% des allocataires ont entre 30 et 49 ans.

Les plus de 50 ans représentent 20% des bénéficiaires du rSa, contre 14% en Ille-et-Vilaine. La part plus importante des seniors sur le Pays souligne les difficultés pour les personnes de plus de 50 ans à s'insérer sur le marché du travail.

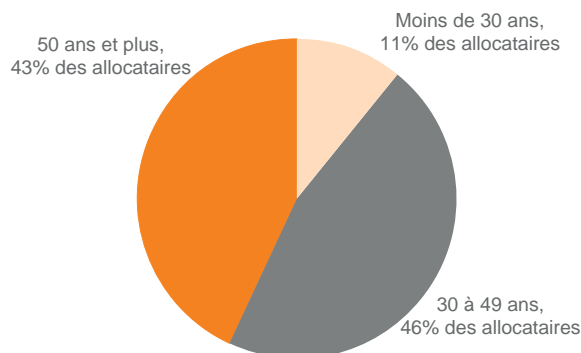
Les allocataires de l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH)

L'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH), instituée en 1975, s'adresse aux personnes handicapées ne pouvant prétendre ni à un avantage vieillesse ni à une rente d'accident du travail. Le titulaire doit justifier d'un taux d'incapacité d'au moins 80%, ou d'au moins 50% si la CDAPH (commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées) reconnaît qu'il lui est impossible de travailler en raison de son handicap.

Sur le Pays de Redon - Bretagne Sud, 1 570 personnes perçoivent une allocation adulte handicapé. Sur la dernière année, le nombre de bénéficiaires de l'AAH a augmenté de 76 personnes.

Sur le Pays de Redon, 43% des allocataires de l'AAH ont plus de 50 ans. Cette proportion est de 37% en Ille-et-Vilaine. Sur 1 an (décembre 2011 - décembre 2012), la part des seniors a augmenté de 4 points sur le Pays.

Répartition des allocataires de l'AAH par tranche d'âge



Sources : CAF du Morbihan 2012, CAF d'Ille-et-Vilaine - Fileasc 2012, CAF de Loire-Atlantique 2012
Traitements : MEDEFI 2013

FORMATION

AU SOMMAIRE

Formation initiale	108
Formation professionnelle	108
Formation tout au long de la vie	110
Points d'accueil de la MFP	113

Formation initiale (générale et professionnelle)

Le premier degré (maternelle et primaire) regroupe plus de la moitié (58%) des élèves inscrits en formation initiale sur le Pays, soit 10 784 élèves. Après une légère augmentation entre 2007 et 2010, le nombre d'élèves de maternelle et primaire est resté stable (9 977 élèves en 2007, 10 788 en 2010 et 10 784 à la rentrée 2012).

Le second degré (collège et lycée) compte 7 400 élèves soit 39% des effectifs totaux.

Au sein des lycées, l'offre de formation est relativement bien développée avec des diplômes et des perspectives de métiers diversifiés (logistique, électronique, gestion, ...).

L'enseignement supérieur regroupe 546 élèves (3% des effectifs totaux) répartis au sein de 5 établissements : le lycée Beaumont, le lycée Marcel Callot, le lycée Saint-Sauveur, l'ISSAT et l'ESC Campus de Redon (anciennement ESLI).

Les formations de niveau Bac +2 sont les plus nombreuses. Le Pays de Redon possède également des formations supérieures de niveau I et II dans le domaine de la logistique (ESC Campus de Redon (anciennement ESLI)) et du management des risques industriels en industrie agro-alimentaire (ISSAT).

Répartition des effectifs de la formation initiale

	Effectifs	Répartition des effectifs
Maternelle - Primaire (CP à CM2)	10 784	58%
Collège	4 212	22%
Lycée (enseignement général et professionnel)	3 148	17%
dont filière générale et technologique	1 721	9%
dont filière professionnelle	1 467	8%
Post-Bac	546	3%
Total	18 690	100%

Sources : Inspections académiques 35, 44 et 56, Etablissements scolaires et d'enseignement supérieur du Pays de Redon – Bretagne Sud (données rentrée 2012)
Traitements : MEDEFI 2013

Niveaux I, II : niveau supérieur au Bac +2

Niveau III : Bac +2

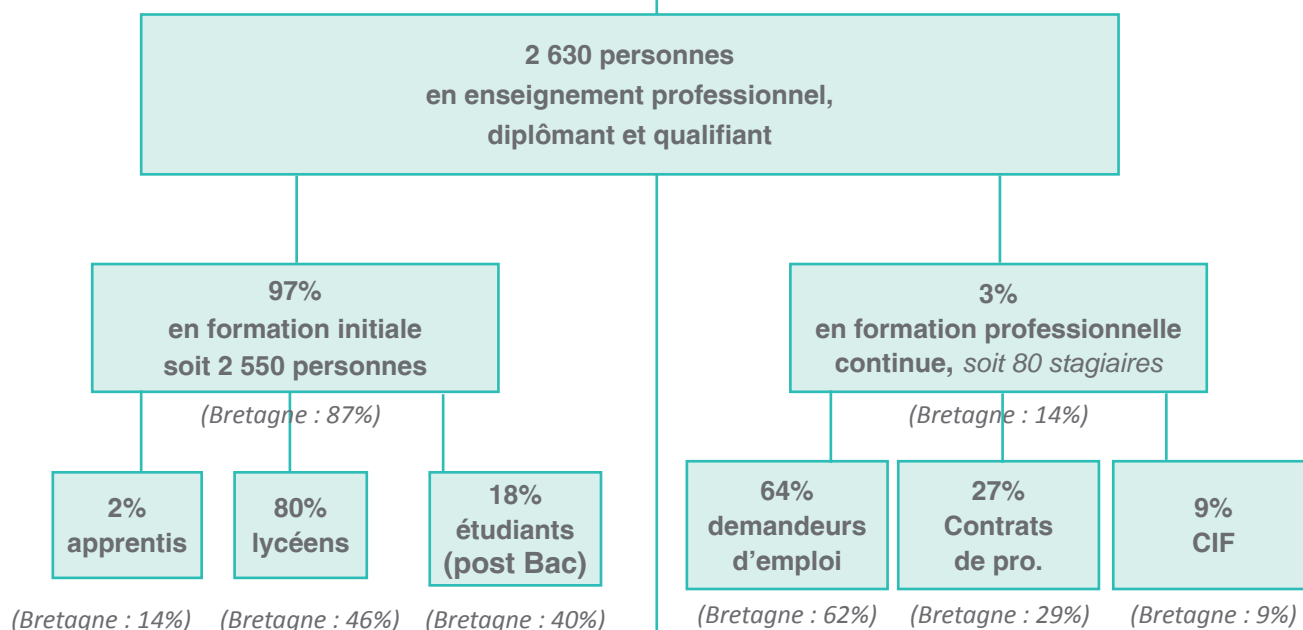
Niveau IV : Baccalauréat

Niveau V : CAP, BEP

Formation professionnelle (initiale et continue)

Formation initiale

Formation professionnelle continue (hors plan de formation)

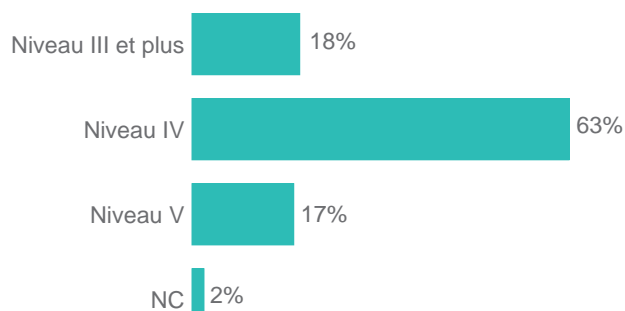


Source : GREF Bretagne données 2012

En 2012, 2 630 personnes suivaient une formation professionnelle sur le Pays de Redon - Bretagne Sud. Les effectifs en apprentissage sont peu importants (2% des formés en formation initiale sur le Pays contre 15% en région Bretagne). En effet, l'offre de formation en alternance est faible sur le territoire. L'accès à

l'apprentissage pour les jeunes du Pays se fait donc sur les centres de formation des territoires voisins. Les effectifs en formation professionnelle sur le Pays sont peu féminisés : les femmes représentent 37% des formés alors qu'elles sont 46% à suivre une formation professionnelle à l'échelle de la Bretagne.

Répartition des formés par niveau de formation



Source : GREF données 2012 - Traitements : MEDEFI 2013

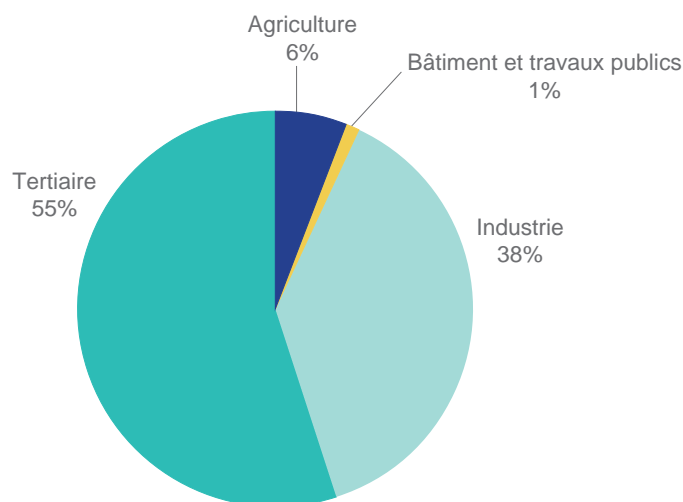
Sur le Pays de Redon - Bretagne Sud, les niveaux de formation suivis sont globalement plus faibles que ceux constatés à l'échelle régionale :

- 18% des formés préparent un diplôme de niveau III ou plus sur le Pays contre 38% en Bretagne.

En effet, l'offre de formation du Pays de Redon - Bretagne Sud est essentiellement orientée vers une offre de niveaux IV et V :

- 63% des formés préparent un diplôme de niveau IV sur le Pays contre 39% en Bretagne ;
- 17% des formés préparent un diplôme de niveau V sur le Pays contre 18% en Bretagne.

Répartition des formés par grands domaines de formation



Source : GREF données 2012 - Traitements : MEDEFI 2013

Plus de la moitié (55%) des formés de la formation professionnelle suit une formation dans le tertiaire (services et commerce). Cette proportion est toutefois inférieure à celle de la moyenne régionale qui atteint

64% des formés. *A contrario*, les formations aux métiers de l'industrie sont sur-représentées sur le Pays avec 38% des formés contre 23% sur la région Bretagne.

La formation initiale recouvre toutes les études primaires, secondaires, techniques, supérieures ainsi que l'apprentissage, dans la mesure où il n'y a pas eu d'interruption de plus d'un an, sauf pour raison de santé, service national ou cas de force majeure.

La formation continue inclut toutes formations suivies en dehors de la formation initiale. Elle

comprend par exemple les formations suivies dans le cadre de l'entreprise. La formation continue est une obligation légale depuis 1971. Elle a pour but d'assurer aux salariés, employés ou demandeurs d'emploi, une formation destinée à conforter, améliorer ou acquérir des connaissances professionnelles.

La Formation Tout au Long de la Vie (FTLV)

A Lisbonne en 2000, le Conseil Européen a donné un statut central au « Life Long Learning », que l'on peut traduire littéralement par « Apprentissage à vie » ou « Apprendre tout au long de la Vie ». En poursuivant cet objectif, l'Union Européenne vise à devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable, accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale.

« Formation Tout au Long de la Vie » est la traduction en France du concept européen « Life Long Learning ». Elle est définie par l'Education Nationale de la manière suivante :

« La Formation Tout au Long de la Vie est un continuum entre la formation initiale, générale ou professionnelle, et l'ensemble des situations où s'acquièrent des compétences : actions de formation continue, activités professionnelles, implications associatives ou bénévoles. Elle inclut les démarches d'orientation, de bilan, d'accompagnement vers l'emploi, de formation et de validation des acquis de l'expérience. »

Source : <http://www.education.gouv.fr/cid217/la-formation-tout-au-long-de-la-vie.html>

La Formation Tout au Long de la Vie est un concept qui unit le développement individuel à l'impératif économique. Il s'adresse à tous les citoyens, à tous les âges de la vie. Cela commence à la maternelle et va bien au-delà de la retraite. A chaque étape de la vie, il ne s'agit plus seulement de faire acquérir de nouvelles connaissances et de nouveaux savoir-faire, la personne doit acquérir les moyens et le désir d'aller plus loin.

En référence aux ambitions européennes en matière d'orientation et de formation, Stratégie européenne Education/Formation 2020, l'approche est centrée sur les personnes pour leur donner les moyens de décider de leur vie de la manière la plus active, la plus autonome afin de savoir prévenir le risque d'obsolescence de sa formation, de muter pour s'adapter, se trouver dans la meilleure position possible pour ne pas subir de rupture dans le changement. L'ambition vise à donner à chacun l'envie et les moyens d'être l'acteur, ou même plutôt l'auteur de sa vie professionnelle et développer la culture du projet et de l'orientation. Il représente un glissement de la notion d'éducation dispensée par un organisme vers un apprentissage individualisé.

La Formation tout au Long de la Vie est :

- **une nécessité pour les personnes** : les personnes doivent développer en permanence leurs capacités et en acquérir de nouvelles compétences. Il n'est plus possible de se contenter de celles acquises lors de sa formation initiale, qui d'ailleurs se périment rapidement. Désormais, pour maintenir et développer de nouvelles compétences, il faut poursuivre des études ou des apprentissages tout au long de la vie.

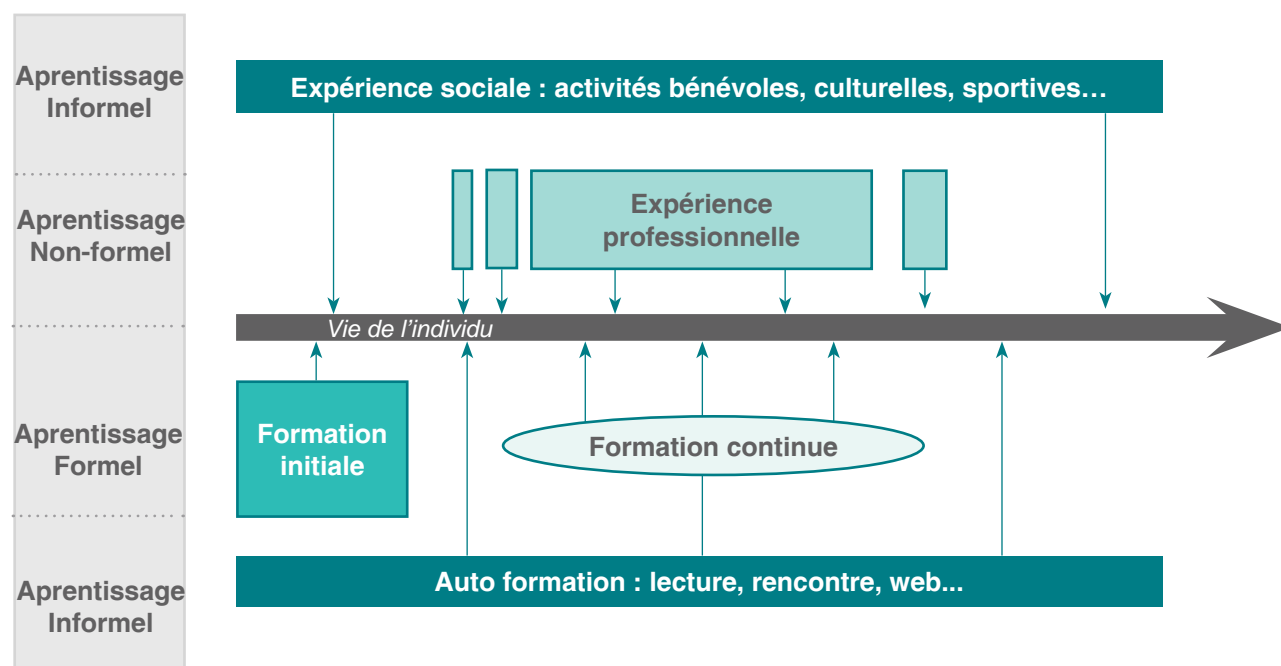
- **une nécessité pour l'économie** : la compétitivité d'une économie dépend de plus en plus de la capacité de ses acteurs à gérer des connaissances, à en acquérir de nouvelles et à en tirer profit. Former, toujours former, encore former devient un impératif tant pour les pouvoirs politiques que pour les entreprises. L'évolution démographique ne fait qu'accentuer cet impératif. Le vieillissement de la population implique d'augmenter le taux d'activité des personnes en âge de travailler et une meilleure adaptation aux nouvelles conditions de l'emploi.

- **une nécessité sociale et politique** : les conditions actuelles de la vie économique et sociale produisent des écarts grandissants entre les riches et les pauvres, entre ceux qui sont capables de participer aux transformations en cours, de peser sur leurs inflexions et ceux qui deviennent peu à peu laissés pour compte. La Formation Tout au Long de la Vie peut les prévenir et participer au maintien de la cohésion sociale, notamment en favorisant l'insertion dans l'emploi et en augmentant chez tous la capacité d'être des citoyens actifs.

La « Formation tout au long de la vie » c'est la possibilité reconnue à toute personne d'acquérir des connaissances, des qualifications et des compétences tout au long de son existence et de faire reconnaître la valeur de ses apprentissages tant formels qu'informels.

Il s'agit de reconnaître l'éventail complet des connaissances, compétences et aptitudes d'une personne, celles acquises à l'école, à l'université ou dans d'autres établissements d'enseignement ou de formation, mais aussi celles obtenues en dehors du système formel.

Schéma de présentation de la Formation Tout au Long de la Vie (FTLV)



D'après Jean-Marie Filloque Vice-Président de l'Université de Bretagne Occidentale.
Conférence sur la FTLV du 14 novembre 2013 à Redon

Qu'est-ce que l'apprentissage formel?	Il s'agit de l'apprentissage effectué dans un cadre institué : à l'école primaire, au collège, au lycée, dans des établissements d'enseignement supérieur, dans des organismes de formation.
Qu'est-ce que l'apprentissage non formel?	Il s'agit de l'apprentissage effectué en dehors du système formel (école, formation professionnelle, université), dans le cadre d'activités programmées (avec des échéances et des objectifs) comprenant une certaine forme de formation, par exemple: <ul style="list-style-type: none"> • la formation en entreprise ; • des cours organisés par des organisations de la société civile ; • la Formation Ouverte A Distance (FOAD).
Qu'est-ce que l'apprentissage informel?	Il s'agit de l'apprentissage qui n'est pas organisé ou structuré en termes d'objectifs, de temps ou de formation. Il comprend les compétences acquises (parfois involontairement) dans le cadre de la vie personnelle et professionnelle, telles que. <ul style="list-style-type: none"> • les compétences acquises dans le cadre d'activités bénévoles, culturelles ou sportives, d'associations de jeunesse ou d'activités à la maison (garde d'enfants, par exemple) ; • les compétences linguistiques et interculturelles acquises durant un séjour à l'étranger ; • les compétences informatiques acquises en dehors du travail.

Un enjeu crucial pour le territoire du Pays de Redon- Bretagne Sud de s'inscrire dans une approche de territoire apprenant

Selon une récente note du Cedefop¹ à visée prospective, publiée en juillet 2013 et intitulée « A quoi ressemblera l'emploi en Europe à l'horizon 2020 - 2025 ? » les niveaux de qualification des emplois européens vont augmenter dans les dix prochaines années et ce, quels que soient les scénarii économiques - optimistes à pessimistes -.

Les prévisions font état d'emplois hautement qualifiés, mais aussi d'une contraction du marché du travail, où les employeurs pourront, pour un même emploi, demander un niveau de compétence plus élevés. Par exemple, d'ici à 2020, le scénario intermédiaire prévoit que 44% de l'ensemble des emplois proposés exigeront un niveau élevé de qualification et 45% un niveau intermédiaire.

D'ici 2025, à tous les niveaux de qualification, les emplois proposés seront de plus en plus souvent des emplois difficilement remplaçables par la technologie, les changements organisationnels ou l'externalisation. Il s'agira d'emplois exigeant de penser, communiquer, organiser et décider.

D'ici 2025, la proportion d'actifs hautement qualifiés, qui était de 23% en 2000 et de 30% en 2010, devrait atteindre 39%. Les individus moyennement qualifiés représenteront 47% de la population active, chiffre inchangé par rapport à 2010 et proche des 46% observés en 2000. **En revanche, la proportion des individus peu ou pas qualifiés dans la population active chutera considérablement** (14% en 2025, contre 24% en 2010 et 31% en 2000).

Pour remédier au déficit de niveau de formation de sa population et pour saisir les enjeux de qualifications de demain, le Pays de Redon - Bretagne Sud a acté politiquement dans la Charte 2013-2020 du Pays de Redon - Bretagne Sud et la charte Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences Territoriale (GPECT), que la promotion de la « **Formation Tout au Long de la Vie** » **constituait pour les années à venir un enjeu majeur de son développement.**

Dans le cadre du Comité d'Initiatives Stratégiques (CIS) et le Comité de Pilotage GPECT, les élus du territoire et les partenaires de la charte ont retenu les axes suivants pour promouvoir et développer la FTLV sur le territoire

La Charte du Pays de Redon- Bretagne Sud 2013-2020 servira de base à la contractualisation avec les Conseils Régionaux Bretagne et Pays de la Loire pour la période. L'un des enjeux est de « **Faire du Pays de Redon - Bretagne Sud un pôle d'excellence des formations et initiatives entrepreneuriales** ». La Formation Tout au Long de la Vie occupe une place centrale puisqu'elle représente 2 objectifs :

- renforcer le pôle d'enseignement supérieur au sein d'un Campus ;
- promouvoir la Formation Tout au Long de la Vie.

pour les années à venir :

- Lisibilité et accessibilité des dispositifs FTLV ;
- Repérage des compétences acquises au niveau professionnel et extra-professionnel ;
- Développement et promotion d'une offre de formation locale (initiale, supérieure, continue, formelle, non formelle, informelle) ;
- Accompagnement des collectivités locales pour organiser un plan de formation des élus à l'échelle du Pays ;
- Anticipation et préparation de l'application de la réforme sur la formation en cours de débat ;
- Développer une stratégie de communication FTLV.

Ce plan d'actions sera mis en oeuvre en étroite collaboration avec la Maison de la Formation Professionnelle de la Région Bretagne et la Région des Pays de la Loire.



Invitation à la conférence
du 14/11/2013 à Redon
« Se Former Tout au Long
de la Vie ? »

Sur le Pays de Redon - Bretagne Sud, les habitants ont été invités à contribuer à la réflexion sur la Formation Tout au Long de la Vie et son déploiement sur le territoire dans le cadre d'une conférence organisée le 14 novembre 2013 à Redon.

Pour asseoir une stratégie territoriale, une expression plus proche de la traduction anglaise a été retenue :

« Apprendre tout au long de la vie ».

Elle permet de mieux traduire la volonté locale d'inscrire le Pays de Redon dans une dynamique de « **territoire apprenant** ».

Elle viserait à développer une compétence dite « sociale » afin de savoir « prévenir le risque d'obsolescence de sa formation, muter pour s'adapter, se trouver dans la meilleure position possible pour ne pas subir de rupture dans le changement » (Anne Patault – Conseillère régionale au Conseil régional de Bretagne représentant le Pays de Redon - Bretagne Sud, Vice-Présidente à la MEDEFI).

La Charte GPECT Pays de Redon - Bretagne Sud, signée à ce jour par 18 partenaires, conforte la position de la GPECT, comme l'un des outils stratégiques pour

- anticiper les mutations territoriales ;
- répondre aux projets du territoire ;
- améliorer son attractivité.

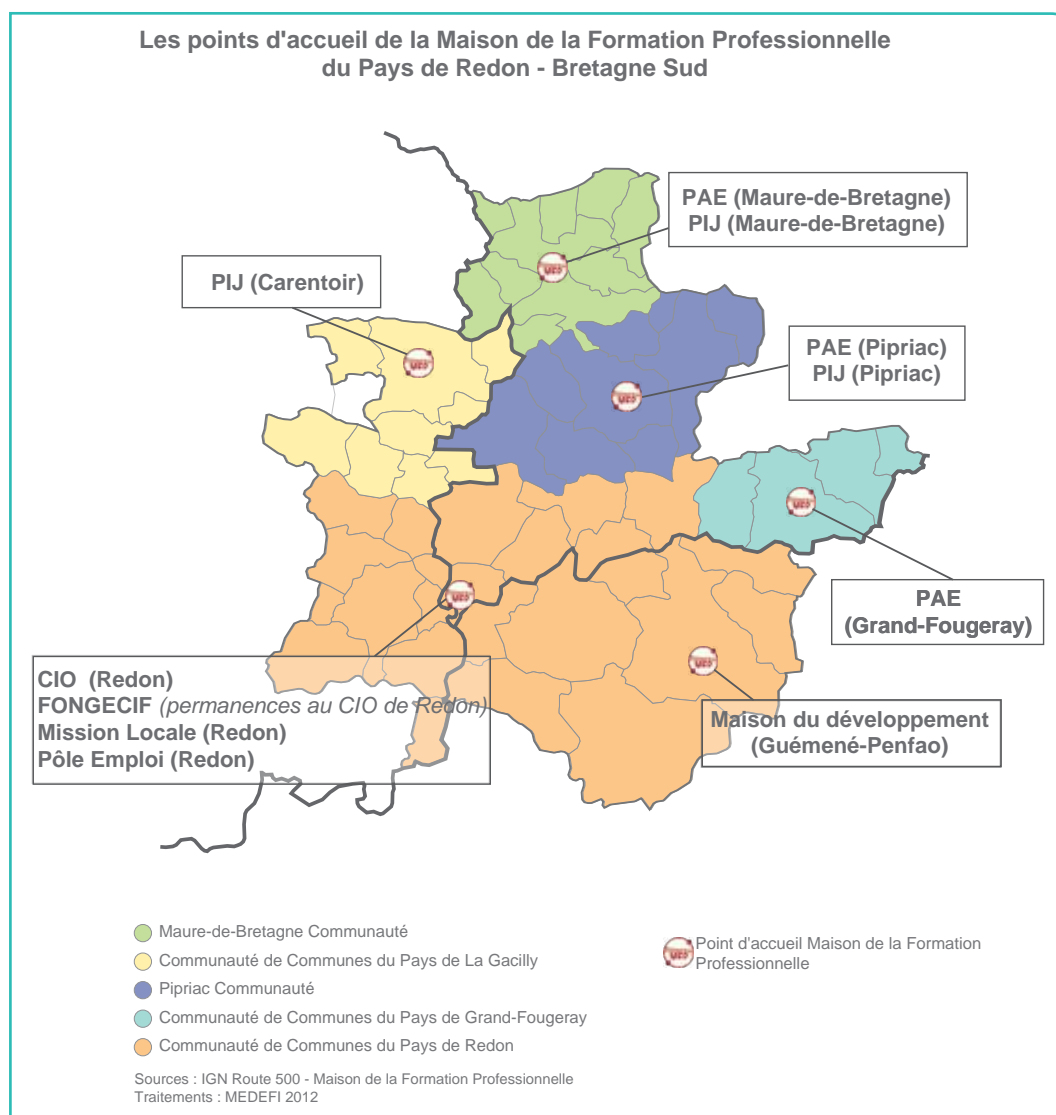
La GPECT est une démarche associant les entreprises, les partenaires sociaux, les acteurs locaux de l'emploi et de la formation, les collectivités territoriales et l'Etat. Il s'agit d'ancrer durablement le territoire dans une véritable dynamique d'anticipation des mutations économiques en construisant des outils d'observation, d'anticipation et de sécurisation des parcours professionnels et en bâtissant des plans d'actions adaptés en réponse aux enjeux identifiés et partagés.

¹ Centre Européen pour le Développement de la Formation Professionnelle, c'est-à-dire l'Agence européenne relative à la Formation Tout au Long de la Vie

Points d'accueil de la Maison de la Formation Professionnelle (MFP)

Afin d'apporter une réponse de proximité, un réseau a été structuré en partenariat avec les structures accueillant du public sur le territoire. Les points d'accueil de la Maison de la Formation Professionnelle ont ainsi été développés pour fournir aux salariés et demandeurs d'emploi une première information sur

les différentes possibilités d'accès à la formation (les dispositifs existants, les modalités d'accès et les aides possibles) et la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE). Cette information est accessible sur chacune des 5 Communautés de communes du Pays de Redon - Bretagne Sud.



Découpage territorial de 2013

Pour prolonger la réflexion...

Formation

Comment rendre accessible et attrayante la formation tout au long de la vie et en faire un outil de promotion sociale ?

Comment accompagner le développement d'un pôle d'enseignement supérieur en lien avec les entreprises locales ?

